

Balázs NAGY



**LA FORMATION
DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER
DE BUDAPEST EN 1956**



LA BROCHURE : **1,50** NF

Table des matières

Avertissement.....	3
Précédents et conditions du conseil central ouvrier	5
Efforts pour organiser la lutte des travailleurs.....	16
Préliminaires de la fondation du conseil central ouvrier	24
La réunion constitutive du conseil central ouvrier	28
Formation de la politique et de la tactique du conseil central.....	42
Considérations finales	51

AVERTISSEMENT

L'« ÉQUIPE de Correspondances Socialistes se réjouit de pouvoir, peu de temps après le cinquième anniversaire de la glorieuse révolution hongroise, présenter au lecteur français le travail de B. Nagy sur La formation du Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest ». Car la révolution hongroise n'est pas un fait révolu, une histoire achevée, solennellement ensevelie au panthéon des combats pour la justice et la liberté ; c'est, au contraire, une histoire qui continue sous nos yeux ; nous n'avons assisté qu'à son premier chapitre ; le plus important est encore à venir.

Est-il possible, lorsqu'on apprend qu'à Moscou, sur la tombe de Maïakovski, un jeune poète, condamné par la très officielle Union des Écrivains, déclame ses œuvres devant une foule de jeunes enthousiastes — est-il possible de ne pas se souvenir des événements tumultueux qui agitèrent les intellectuels de Budapest, au printemps 1956, et aboutirent à la transformation du Cercle Petôfi en club révolutionnaire ? Comment ne pas se souvenir, après la dénonciation publique par Khrouchtchev de quelques-uns des crimes de Staline, des conséquences explosives qu'eut en Hongrie la révision du procès Rajk ? Beaucoup d'ouvriers et d'intellectuels hongrois acceptaient jusque-là, en bloc, la version officielle ; celle-ci une fois reconnue mensongère, au moins sur un point, ils commencèrent à la remettre en question tout entière. Qui peut douter qu'aujourd'hui un tel « examen de conscience » a commencé, à l'échelle de dizaines de millions de travailleurs, en U.R.S.S. et en Europe Orientale ? Enfin, tout comme Geroe, désavouant certains aspects du régime de Rákosi, n'agissait pas par esprit « libéral », mais tentait plutôt de replâtrer le régime bureaucratique menacé par le mécontentement croissant des masses travailleuses — qui peut douter que les « révélations » de Khrouchtchev ne reflètent, encore qu'elles prétendent la dissimuler, une situation analogue aujourd'hui en Union Soviétique même ?

Certes, le régime bureaucratique jouit, dans son pays d'origine, de ressources plus étendues, de moyens de défense plus nombreux. Au surplus, l'exemple hongrois est là pour nous rappeler sans équivoque, si nous étions tentés de l'oublier, que le « libéralisme » de Khrouchtchev a des limites clairement tracées par les intérêts des couches privilégiées qu'il représente. Une chose au moins est sûre : contrairement à ce que proclament, à ce que voudraient bien croire les « penseurs » en qui se reconnaît ce qu'on appelle vulgairement la « gauche française », la révolution hongroise n'est pas un accident, une déviation du cours général des événements, un malencontreux hasard. C'est, au contraire, un prototype. Et, de même que les révolutionnaires russes de 1905 et de 1917 se retournaient vers la Commune de Paris, s'efforçant d'en dégager et d'en appliquer les leçons, de même les artisans des prochaines révolutions ouvrières se retourneront vers la Commune de Budapest. Et cela, pas seulement en U.R.S.S. ou en Europe Orientale. C'est pourquoi, en faisant œuvre d'historien, B. Nagy rend un service signalé aux militants ouvriers d'avant-garde, qui se doivent d'étudier avec la plus grande attention les leçons de la révolution hongroise.

Ces leçons, il n'est pas possible, dans le cadre étroit de cette introduction, de même les énumérer. Il faut nous borner à en relever seulement quelques-unes. Ainsi, l'utile rappel que : « Si l'on établit donc, comme on ne cesse de le faire depuis la révolution, avec raison d'ailleurs, que les ouvriers revendiquèrent un système multipartite, il ne faut pas "oublier" qu'ils voulurent des partis socialistes. »

Aussi bien, c'est dans chaque résolution, dans chaque proclamation des Conseils Ouvriers reproduite par Nagy que l'on trouve l'affirmation de l'attachement indéfectible des travailleurs hongrois « aux principes du socialisme et à la propriété collective des moyens de production ».

Des plus remarquables sont ensuite ces lignes sur l'« efficacité » :

« Dans le cas concret du Conseil Ouvrier National, par exemple, la formation de cet organe aurait donné aux ouvriers un poids politique beaucoup plus grand et plus efficace. Il est certain, en effet, que le gouvernement se serait trouvé dans une situation beaucoup plus embarrassante. D'autre part, la formation de ce Conseil peut-être aurait mobilisé plus facilement les ouvriers de province et les aurait mieux entraînés.

« Mais ce n'est qu'une hypothèse, et, comme telle, elle n'est pas aussi bonne qu'elle le paraît. L'attachement, peut-être étonnant, de ces ouvriers au démocratisme fut payant comme on l'a vu plus tard, car il facilita l'adhésion au Conseil Central Ouvrier de certains conseils ouvriers dynamiques de province (par exemple ceux de mineurs au nord du pays) qui critiquèrent pendant un certain temps la politique adoptée par le Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest. Ainsi l'« efficacité » politique n'est pas toujours la plus efficace. »

Tant il est vrai, bien que trop souvent oublié, que, pour un disciple de Marx, la fin n'est pas indépendante des moyens ; et les moyens ne sont conformes à la fin que s'ils contribuent à développer la conscience qu'ont les ouvriers de leurs tâches historiques.

Enfin, sur le problème sans doute plus important, celui de savoir si les Conseils devaient engager la lutte pour le pouvoir, Nagy, on le verra, tout en reconnaissant que cette solution était inscrite dans la logique des événements, montre tous les obstacles qui s'opposaient à l'adoption de ce mot d'ordre par les révolutionnaires hongrois : obstacles qui existaient d'ailleurs exclusivement dans la conscience des masses ouvrières. Il se propose d'ailleurs d'y revenir, en poursuivant l'étude de l'histoire du Conseil Central Ouvrier, dont il ne nous expose ici que la fondation. Et nous attendrons, avec le plus vif intérêt, de lire ses conclusions à cet égard.

C. S.

PRÉCÉDENTS ET CONDITIONS DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER

La révolution hongroise ne se termina point le 4 novembre par l'intervention brutale de l'armée soviétique ; son organe le plus authentique, le Conseil Central Ouvrier, par exemple, ne prit naissance que dix jours plus tard.

Tentative de coordonner l'activité des conseils avant le 4 novembre

Bien que le Conseil Central soit né après le 4 novembre, l'on peut déjà remarquer semblables tentatives des ouvriers pendant les journées victorieuses de la révolution. Ces tentatives furent plus nettes en province, où dans plusieurs cas, le conseil ouvrier dirigea la vie politique, économique et administrative de toute une région industrielle. L'absence d'administration ou, plus exactement, de pouvoir central permit aux conseils de prendre plus facilement la direction d'une région et ainsi d'y créer leur pouvoir. Mais même à Budapest, où le gouvernement d'Imre Nagy exprima des revendications populaires, les ouvriers essayèrent de s'organiser indépendamment de l'administration ou des organisations politiques. Ainsi, parfois, certains délégués d'usines formèrent des conseils ouvriers d'arrondissement, inspirés et dirigés par les conseils des grosses entreprises. Dans les banlieues ouvrières, comme Ujpest et Csepel, le conseil ouvrier représenta tout l'arrondissement.

Nous ne nous occuperons pas cette fois de l'activité des conseils pendant la révolution armée, mais il nous semble pourtant nécessaire de souligner un de ses aspects importants : avant le 4 novembre, et même à Budapest, ces conseils tentèrent de s'organiser entre eux et de constituer leur propre organisation.

En mettant l'accent sur ce phénomène, nous voulons constater que, contrairement à une opinion généralement répandue, ce n'est pas l'intervention soviétique qui provoqua, comme seule forme possible de résistance, l'organisation et la naissance du Conseil Central Ouvrier. Bien avant cette attaque, les ouvriers de Budapest commencèrent à organiser spontanément leurs actions et, pour ce faire, à construire leur organisation déjà territoriale. Oublier ceci, c'est réduire la révolution à une combinaison politique et gouvernementale ou bien lui donner l'aspect d'une action simplement antisoviétique donc, en dernière analyse, négative. Chose curieuse, dans la littérature, pourtant considérable, concernant la révolution hongroise, on ne trouve que très rarement des informations ou indications relevant une telle activité des conseils.

Mais voyons les faits.

D'après quelques documents, nous pouvons dire que les ouvriers de Budapest, outre leurs conseils d'usine, organisèrent leurs actions à une échelle beaucoup plus élevée, notamment au niveau de la capitale.

Le 31 octobre 1956, par exemple, eut lieu une réunion ouvrière où furent présents les délégués de vingt-quatre grosses entreprises, entre autres les délégués de l'Usine de Wagon Ganz, l'Usine de Chantier Naval Ganz, l'Usine Électrique Ganz, des Usines de Machines Mávag et Láng, et des Usines d'Appareils Électriques Beloianis et Egyesült Izzó¹.

Cette réunion adopta une décision qui résume en neuf points « les principes des droits et des activités des conseils ouvriers ».

Le premier point déclare que « l'usine appartient aux ouvriers » et le deuxième fixe que « l'organe suprême dirigeant de l'entreprise est le conseil ouvrier démocratiquement élu par les travailleurs ».

Il est à noter que les cinquièmes, sixièmes et septièmes points définissent les droits du conseil ouvrier, droits qui consistent à :

- a) Approuver et ratifier chacun des plans de l'entreprise,
- b) Décider la fixation et la détermination de la base de salaire,
- c) Décider de tout contrat de transport à l'étranger,
- d) Décider du déroulement de toute opération de crédit,
- e) Arbitrer sur le commencement et la cessation d'embauche concernant tous les salariés,

¹ Hélas, il n'y a aucune statistique valable pour montrer directement l'importance de ces usines dans l'industrie hongroise ; le nombre des ouvriers d'une usine étant considéré comme secret d'État. Pour cette raison, nous sommes obligés de recourir à un procédé indirect, puisque pour savoir mesurer le mouvement ouvrier, il est indispensable d'être renseigné sur quelques données industrielles et ouvrières.

Il faut savoir tout d'abord que plus de la moitié de l'industrie hongroise se trouve concentrée à Budapest. Elle se situe en banlieue et encercle la capitale. Les trois grandes bases sont au nord dans les IV^e (Ujpest) et XIII^e arrondissements, au sud dans les XI^e et XXI^e (Csepel) arrondissements et au sud-est dans les X^e, XVIII^e, XIX^e et XX^e arrondissements. La prépondérance de l'industrie mécanique (119 000 ouvriers travaillent dans cette branche d'industrie) est concentrée à Budapest. La capitale est le centre de la fabrication des moyens de transport (locomotive électrique, locomotive électrique-Diesel, train Diesel, wagon, bateau, etc.). C'est le complexe Ganz-Mávag qui s'en charge. Budapest est en même temps le centre de fabrication des machines-outils. (Les usines « Lang », « Magyar Acél », etc.)

Elle est aussi la deuxième base de la métallurgie (Csepel, XXI^e arrondissement).

Sans parler de l'industrie légère (60 % de l'industrie textile est à Budapest, par exemple), la capitale est la plus grande base sidérurgique du pays (Csepel).

(Dr. Pécsi, Márton-Sárfalvi, Béla. Magyarország földrajza (Géographie de la Hongrie), Budapest, Akadémiai Kiadó (Éditions de l'Académie), 1960, p. 327.)

Et c'est un fait important, car les ouvriers les plus combatifs de la révolution appartinrent aux usines importantes de métallurgie, de machines-outils et d'appareils électriques. (Ainsi, par exemple, Csepel, les usines de machines-outils du XIII^e arrondissement : « Láng »

« Magyar Acél », etc., et les usines d'appareils électriques et d'optique : « Beloianis », « Egyesült Izzó », « Gamma » et « Magyar Optikai Művek ».) Ces usines et les usines d'Ujpest font travailler à peu près 200-250.000 ouvriers.

f) Engager le directeur de l'entreprise, responsable devant le conseil ouvrier ².

Il n'y a donc aucun doute que, pendant la révolution, les ouvriers prirent position non seulement par usine mais aussi par arrondissement, réunissant leurs revendications et leurs forces dans le domaine de l'organisation même.

Dans ce sens, on pourrait encore mentionner la réunion, le 31 octobre, des délégués des conseils ouvriers des usines dans le XI^e arrondissement où les représentants de plus de douze grosses entreprises de l'arrondissement furent présents et prirent une décision commune ³.

Radio Kossuth, dans l'après-midi du 1^{er} novembre, annonce que, pendant la matinée, une réunion importante se déroula entre les représentants des grosses entreprises, des intellectuels, des étudiants et ceux du gouvernement. Cette réunion décida de convoquer pour le soir même les délégués des conseils des grosses entreprises ⁴.

Comme le premier numéro de Népszabadság écrivit, y étaient présents les délégués des usines de Csepel, « Mávag », les « Ganz », « Lang » et encore une douzaine de grosses entreprises. Ils décidèrent de reprendre le travail, car ils étaient convaincus de la victoire de la révolution et faisaient confiance au gouvernement Nagy.

Cette décision ne se réfère pas à celle citée plus haut et non plus aux droits des conseils ouvriers. La réunion prouve, cependant, que le gouvernement dut traiter avec les ouvriers pour résoudre une question aussi vitale que la consolidation du régime révolutionnaire, c'est-à-dire la reprise du travail. Faisant ainsi, il négligea complètement non seulement les partis, « par excellence ouvriers », mais aussi les syndicats et fit appel aux ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire aux conseils. Par conséquent, la formation d'un organe ouvrier à une échelle plus élevée ne traduisait pas uniquement la volonté spontanée des ouvriers, mais constituait aussi une condition nécessaire pour consolider la révolution. La formation d'un conseil central ouvrier fut donc bel et bien dans la nature des choses, même avant le 4 novembre. Les conseils ouvriers commencèrent à sortir des cadres de l'usine et coordonnèrent leurs programmes. De ce fait, pour la naissance d'un conseil central, il ne manqua que très peu.

Il ne pouvait en être autrement. Les conseils furent les produits de l'expérience ouvrière et de la volonté spontanée des ouvriers. La nécessité de se rassembler par arrondissements, d'abord, puis à une échelle plus élevée leur devint évidente. Ils durent se rendre compte que leur influence augmentait au fur et à mesure qu'ils lui donnaient un plus grand poids grâce à leur force organisée. N'oublions pas que ce furent les ouvriers eux-mêmes, sans aucune organisation, aucun parti, groupe, syndicat ou quoi que ce soit,

² A nemzet egységes akarata. Röplap. (La volonté unanime de la nation. Tract.) Pièces du Conseil Central Ouvrier.

Ce tract a été publié après le 4 novembre mais il ne porte aucune date.

³ Pièces des conseils ouvriers.

⁴ A magyar forradalom és szabadságharc. A hazai rádiódások tükrében. 1956 október 23 - november 9. (La révolution hongroise et la guerre d'indépendance dans le miroir des radiodiffusions hongroises. 23 octobre 9 novembre 1956.) New York, Free Europe Press, sans date, pp. 255 et 281.

qui, pour ainsi dire, réapprirent les expériences de toute l'histoire du mouvement ouvrier, en l'enrichissant. Voilà pourquoi, par manque de théoriciens « valables », ils organisèrent progressivement leur force. Un autre facteur encore détermina largement la lenteur relative de l'organisation du conseil central : le gouvernement Nagy fit siennes les revendications populaires et la personne d'Imre Nagy fut en quelque sorte la caution et l'assurance de leur réalisation. Il y a eu donc une alliance entre les ouvriers et le pouvoir central qui freina la constitution d'un pouvoir ouvrier à part.

Ce pouvoir central, puissamment aidé, influencé et encouragé par les ouvriers et par la population tout entière, sembla parvenir à ses objectifs et la révolution parut victorieuse. Les conseils ouvriers, l'un après l'autre, déclarèrent la reprise du travail pour le 5 novembre au plus tard. Ils furent préoccupés par les problèmes économiques et administratifs des usines, considérant celles-ci comme leur propriété et songeant à la place qu'ils occuperaient dans cette société nouvelle, née de la révolution.

Intervention soviétique et grève générale

L'attaque-surprise concentrée de l'armée soviétique à l'aube du 4 novembre changea complètement la situation. La résistance armée rapidement constituée ne put y remédier. Cependant, jusqu'aux 10-12 novembre, elle continua, surtout dans les quartiers ouvriers.

En province ce fut dans les bases industrielles et ouvrières que la lutte fut la plus acharnée. Dans le centre sidérurgique Sztalinváros, nouvellement construit au cours du premier plan quinquennal, les ouvriers refusèrent l'appel à la reddition lancé par le commandement soviétique le 7 novembre. L'attaque générale suivant ce refus ne brisa que trois jours plus tard la résistance désespérée des ouvriers. Au nord, ce fut la région de Borsod, le centre incontestable de la métallurgie hongroise, les régions minières de Tatabánya et Dorog où la résistance continua. Au sud, à Pécs, ville industrielle, et dans une région minière dans les montagnes environnantes, la lutte armée ne cessa qu'en dernière heure. Dans la capitale, ce fut précisément à Csepel, bastion traditionnel du mouvement ouvrier, que la lutte armée continua jusqu'au 1er novembre.

En lisant les statistiques officielles concernant les dommages de bâtiments causés par la bataille, il est remarquable de constater que la majorité des immeubles endommagés se trouvent dans les VIII^e, IX^e, XX^e et XXI^e arrondissements qui équivalent pour Paris aux XIII^e, XIV^e arrondissements, Ivry et Billancourt. Ce ne furent pas les quartiers élégants du XII^e arrondissement, équivalent hongrois du XVI^e parisien. Une autre publication de statistique constate avec une concision qui en dit long : « par suite de combat armé, le plus grand nombre de décès se chiffre dans le VIII^e (22 %), IX^e (14 %) et VII^e (13 %) arrondissements »⁵. Ce sont des quartiers ouvriers caractéristiques de Budapest. Citons en dernier lieu cette statistique indirecte où l'auteur écrit : « *Selon les statistiques fournies*

⁵ Budapest Statisztikai Zsebkönyve, 1957. (Manuel Statistique de Budapest, 1957.)

Fontosabb adatok az 1956 október-decemberi időszakról (Données statistiques importantes relatives à la période octobre-décembre 1956), Budapest, Központi Statisztikai Hivatal (Bureau Central de Statistique). 15 janvier 1957, p. 81.

par quelques hôpitaux, 80 à 90 % des combattants blessés étaient de jeunes ouvriers ; les étudiants ne représentaient que 3 à 5 % des blessés »⁶.

Il apparaît clairement que ce furent les ouvriers qui servirent d'épine dorsale à la révolution hongroise, ce furent eux qui luttèrent pour ses objectifs et qui versèrent le plus de sang pour la défendre. Constaté cette vérité historique ne signifie nullement minimiser le rôle joué par les intellectuels et les étudiants. Mais une fois pour toutes, il faut établir avec netteté et sans équivoque que la révolution hongroise, dans son essentiel, s'identifie avec la lutte des ouvriers.

Pour ces ouvriers, le caractère de ce changement du 4 novembre fut évident. Comme ils étaient résolus à reprendre le travail pour le 5 novembre, après l'attaque soviétique, par contre, la grève leur devenait toute naturelle. Et ce fut une arme plus importante que la lutte armée qui fut, elle, sans espoir dès le début.

Jamais grève ne fut aussi totale, aussi générale que celle déclenchée par les ouvriers hongrois à la suite de l'invasion soviétique. Les employés, le personnel de tout établissement public, des écoles, des universités, tous les suivirent. Il est bien compréhensible que les statistiques officielles essaient de cacher l'étendue de la grève. Pour nier et renier les faits, elles les camouflent souvent grossièrement. Si l'on consulte ces publications, on sent très clairement leur tentative de ne regarder les faits qu'à la lumière plus favorable de la reprise du travail aux mois de décembre et janvier. Par contre, les journaux furent incapables de cacher ces faits, en ce temps-là, trop évidents. Népszabadság écrit, par exemple, vers la fin du mois de janvier que la production minière de charbon est de 40 000 tonnes, ce qui équivaut à moins de la moitié de la production normale. Et cela en janvier 1957 !

Les travailleurs se dressèrent contre l'intervention soviétique et contre le gouvernement Kádár. Ils essayèrent d'imposer leurs revendications par la grève générale et de faire respecter leur volonté. Par conséquent, la consolidation du régime Kádár fut étroitement liée à la reprise du travail. D'où la campagne perpétuelle et inlassable pour la reprise du travail dans la presse, dans les radiodiffusions, dans les discours prononcés par les membres du gouvernement. Pour se rendre compte de l'immensité de la grève, la meilleure méthode consiste donc à suivre les tentatives, les efforts considérables, et vains, de l'équipe Kádár pour que les ouvriers reprennent le travail.

Dans sa déclaration radiodiffusée, le 4 novembre déjà, Kádár fit appel aux ouvriers : « Reprenez le travail sans délai ». Les ouvriers s'en moquèrent. Kádár reprit ses avertissements les 6 et 7 novembre : il « espère », il demande la reprise du travail, puis il change de ton, menace les ouvriers, puis de nouveau les prie. En vain, Marosán, son camarade, déclare le 8 novembre à la radio : « Chaque ouvrier honnête doit reprendre le travail ». Les ouvriers ne bougent pas. Ils avancent leurs revendications et la grève reste générale. Bien entendu, ils vont aux usines pour toucher leurs salaires et ensuite, la grève

⁶ Hungaricus. Quelques enseignements de la révolution démocratique et nationale hongroise. Documents I. Bruxelles, édité par l'Institut Imre Nagy de Sciences Politiques, 1959, p. 6.

continue. Le 13 novembre, le gouvernement décrète qu'il est interdit de payer le salaire aux ouvriers qui ne reprennent pas le travail ⁷.

Nous ne pouvons pas décrire ici l'histoire complète de la grève. Pour terminer ces quelques lignes qui, aussi courtes qu'elles soient, donnent néanmoins un aperçu, nous citons un certain nombre de réflexions étrangères rassemblées dans une publication parisienne. On y lit notamment : « L'Humanité ne se borne pas à affirmer continuellement, depuis le 6 novembre, que « le travail reprend » et que « la situation est redevenue normale infligeant ainsi chaque matin un démenti à ce qu'elle écrivait la veille. Elle écrit, le 12 novembre : « *S'appuyant sur les travailleurs, le gouvernement Kádár remet le pays en route* ». Pourtant, le même jour, Libération... cite le correspondant du journal yougoslave Politika qui résume ainsi la situation : « *Les masses hongroises sont inquiètes... Nagy n'a pas réussi, or la tâche de Kádár est bien plus difficile* » ⁸.

Conseils ouvriers face au gouvernement Kádár

Nous avons dit plus haut que les ouvriers poussèrent en avant leurs revendications. Quelles étaient-elles ?

Ces revendications furent les mêmes que celles de la révolution. Le peuple hongrois, et en particulier les travailleurs, voulurent transformer le régime staliniste en un socialisme authentique. Ce faisant ils se trouvèrent en face d'un système établi par le parti communiste et, du même coup, de son soutien étranger, l'Union Soviétique. Par conséquent, la lutte révolutionnaire s'entrelaça inévitablement avec la lutte nationale d'indépendance. Les représailles aussi englobèrent à la fois l'attaque soviétique et l'installation de Kádár au pouvoir. À la lumière de ce caractère fondamental de la révolution hongroise, pourtant assez simple, on ne peut que s'étonner en lisant les analyses, dites profondes, sur les possibilités d'une conciliation de la révolution avec l'intervention militaire. Peut-on concilier la Commune de Paris avec Bismarck ou M. Thiers ? Et bien que la situation soit différente, même très différente dans ces deux cas, les faits essentiels demeurent.

Les travailleurs hongrois ne purent revendiquer que l'évacuation des troupes soviétiques et la réinstallation d'Imre Nagy au pouvoir, seul garant à leurs yeux pour réaliser leurs objectifs révolutionnaires. Pour y arriver, la grève générale ne suffit pas. Le gouvernement ne sut que trop bien que son pouvoir dépendait non seulement des baïonnettes soviétiques, mais des ouvriers qui tinrent entre leurs mains la clef de la consolidation politique. D'une part, par la grève générale, d'autre part, par les conseils ouvriers. Comme l'a si bien remarqué le *Manchester Guardian* : « La grève générale... est une arme meurtrière tant pour ceux qui s'en servent que pour ceux contre qui elle est

⁷ Népszabadság [organe central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (parti communiste)], novembre-décembre 1956, janvier 1957.

Népakarat (organe central des syndicats hongrois), novembre-décembre 1956, janvier 1957.

Magyar Közlöny (journal officiel), 1956.

La Documentation Française. Notes et Études Documentaires. Paris, 1958. N° 2393, 2395, 2400.

⁸ L'insurrection hongroise. Paris, publié par « Socialisme ou Barbarie », 1956, p. 3.

dirigée. Car le gouvernement Kádár, soutenu par les seuls tanks soviétiques, est tué aussi effectivement que si chacun de ses membres était pendu à un réverbère »⁹.

La grève donc est une « arme meurtrière » et la consolidation politique devint le souci principal aussi bien du gouvernement Kádár que des ouvriers. À cette fin, Kádár essaya, dès le 4 novembre, de gagner la confiance du peuple révolutionnaire. Dans son programme, radiodiffusé le 4 novembre, les neuvième et onzième point sont effectivement révolutionnaires.

Le neuvième : « Sur la base de la démocratie la plus large, la gestion ouvrière doit être réalisée dans les usines et les entreprises ».

Le onzième : « Garantir des élections démocratiques dans tous les corps administratifs existants et dans les conseils *révolutionnaires* »¹⁰.

Alors que le gouvernement faisait prudemment des avances aux ouvriers, ceux-ci se rendirent vite compte que la grève non organisée ne servait à rien. En se basant sur cet appel gouvernemental, les conseils ouvriers des usines reprirent leurs activités et ils devinrent l'organisation authentique de la lutte. D'autant plus que les ouvriers, comme l'un des membres du Conseil Central Ouvrier écrira plus tard, « ... sentirent que le pays n'a pas de maître ».

Ces conseils ouvriers élus par la démocratie directe représentèrent les travailleurs et les usines et formulèrent les revendications ouvrières. Leur autorité reposa sur l'idée qui naquit lors de leur fondation tout au début de la révolution, lorsque « ...la pensée vint tout de suite que si, en Yougoslavie, de tels conseils ouvriers se construisaient et prenaient la propriété des usines en leurs mains, cela pourrait également se produire chez nous »¹¹. Ainsi, les conseils se considérèrent comme les propriétaires des usines, refusant n'importe quelle autorité centrale. Politiquement, ils organisèrent la grève et s'opposèrent au gouvernement central.

Mais ils surent que la grève, seule, ne donne pas des garanties suffisantes. Manquant d'une autorité, telle que celle du gouvernement Nagy, jouissant de leur confiance, les ouvriers se tournèrent vers eux-mêmes. Le moyen d'organisation de la consolidation souhaitée devint ainsi tout naturellement le conseil. La tâche fut donc de l'organiser, de le fortifier. Les conseils avancèrent leurs revendications révolutionnaires, dont une mérite une attention toute particulière : le 10 novembre, la délégation du conseil ouvrier de l'Usine Électrique Ganz, une des plus grosses entreprises de Budapest, rencontra Kádár pour discuter de sa demande d'armer les ouvriers. Le dirigeant même de cette délégation en rendit compte lors d'un entretien ultérieur avec le gouvernement :

« Il y a quinze jours, nous avons eu des discussions assez approfondies avec le gouvernement... assurance nous a été donnée que cette revendication des ouvriers serait

⁹ Manchester Guardian, le 14 novembre 1956. (Cité par Bondy, François ; Épilogue. Lasky, Melvin J. éd. La révolution hongroise. Histoire du soulèvement d'octobre d'après les documents, les dépêches, les rapports des témoins oculaires et les réactions mondiales. Paris, Plon, 1957, p. 335.)

¹⁰ Cité dans La Documentation Française, op. cit. Souligné par l'auteur.

¹¹ Témoignages. Pièces du Conseil Central Ouvrier.

satisfaite. (Il s'agissait d'associer les ouvriers aux services de sécurité. — NdA.) Jusqu'à présent, rien n'a été fait dans cette affaire... Il y avait une autre demande analogue : la création de gardes armées dans les usines. Car le gouvernement n'est pas le seul à vouloir de la part de la classe ouvrière des garanties contre le retour du fascisme en Hongrie ; la classe ouvrière elle-même veut aussi la garantie que, parce qu'elle sera armée, aucune autre force ne pourra renverser les buts primitifs et véritables de la révolution et les succès remportés jusqu'à présent par elle... »¹².

Rien de plus effrayant, pour ce gouvernement, que d'armer la classe ouvrière. Les conseils devinrent pour lui de plus en plus gênants, voire dangereux. Même s'il eut l'intention d'établir un système des conseils dans les usines, conformément à ses promesses de chaque jour depuis le 4 novembre, il dut voir que ces conseils et leurs idées ouvrières, propriétés collectives, gardes armées ouvrières, autonomie ouvrière en général, rendaient impossibles et le gouvernement Kádár et la présence soviétique. Non, Kádár et ses compagnons durent affronter les conseils, ils durent installer leur régime définitivement.

Leur véritable intention se révèle dans les conversations qu'ils eurent avec la délégation de la Fédération Syndicale Mondiale entre les 23-27 novembre 1956. Dans le rapport de cette délégation, Louis Saillant et ses deux compagnons publient l'explication du gouvernement Kádár sur la naissance des conseils ouvriers. La voici : « ...le mal vient de ce qu'ils (les conseils -- NdA) ont été créés dans les conditions de la contre-révolution, dans la période du nationalisme et de la démagogie, au moment où les organisations représentatives *ne pouvaient pas jouer le rôle dirigeant* »¹³. « Ces conseils -- poursuivaient Kádár et Marosán - lançaient des mots d'ordre démagogiques sous couleur « ouvrière », par exemple l'organisation de conseils centraux autonomes. Le gouvernement n'est pas d'accord avec une telle organisation. Il est très difficile de mettre fin maintenant à cette période de grèves anarchiques qui, politiquement et moralement, n'accroissent pas le prestige de la classe ouvrière qui y a recours. Dans certaines entreprises, les travailleurs partagent entre eux tout ce qu'ils produisent, sur le conseil de gens qui ont un intérêt de classe à la ruine économique du pays »¹⁴.

Ces déclarations résument si bien la situation d'alors et l'attitude du gouvernement Kádár que nous devons nous y attarder.

Tout d'abord, il s'agit ici d'un gouvernement, pourtant porteur du titre « Ouvrier-Paysan Révolutionnaire », qui non seulement ne représente pas des ouvriers mais s'oppose aux tentatives ouvrières comme un capitaliste, et qui plus est, comme un capitaliste arriéré. L'explication de Kádár, en outre, montre clairement la nature de son esprit centraliste et bureaucratique face aux idées véritablement démocratiques et révolutionnaires des ouvriers. Évidemment, les conseils ouvriers sont devenus l'ennemi principal du gouvernement car ils veulent les « conseils centraux autonomes ».

¹² Cité par F. Bondy. Épilogue. Lasky, op. cit., p. 302. 11

¹³ *Rapport sur la Hongrie*. Par la Délégation de la, Fédération Syndicale Mondiale. London, W.F.T.V. Publications Ltd., sans date, p. 33. Souligné par l'auteur.

¹⁴ *Ibid*, p. 34.

Les conseils ouvriers des usines ne virent que trop que leur pouvoir était, en définitive, seulement potentiel, car ils influencèrent la situation mais d'une façon non formelle, inorganisée et uniquement par leur présence et par leur force de masse. Les actions des conseils individuels furent inorganisées et manquèrent de collaboration entre eux, de prise de position commune. Pour combler cette lacune, certains conseils ouvriers formèrent, déjà au début du mois de novembre, les conseils d'arrondissement. Nous savons que de tels conseils se formèrent dans les XI^e, XIII^e, XIV^e arrondissements, à Ujpest et à Csepel. Ces conseils se constituèrent des délégués des conseils se trouvant dans l'arrondissement et leur fonction, quasi unique, fut la coordination de l'activité et des revendications des usines.

Le gouvernement dut agir. Le 12 novembre, il décréta que les comités révolutionnaires ne pouvaient fonctionner qu'en tant qu'organes consultatifs, Ils ne pouvaient plus diriger les affaires directement. En même temps, le gouvernement décida de nommer des « adjoints du gouvernement » auprès des conseils départementaux « en faveur de la réalisation des décrets gouvernementaux. Il forma les Commissariats de Gouvernement de différentes sortes¹⁵ .

L'intention est claire. Devant le danger de la grève et de l'activité intensifiée des conseils, le gouvernement décida de passer à la contre-attaque. Pour lutter contre la nette tendance à la décentralisation du pouvoir de la révolution, il renforça le pouvoir central. Ses décisions, décrets et ordres sont empreints d'un esprit résolument centraliste et bureaucratique : repousser le droit et l'autonomie des travailleurs, concentrer l'administration entre les mains du gouvernement central, imposer les fonctionnaires nommés d'en haut contre les dirigeants élus par le peuple. Sans parler, cette fois-ci, de la couleur politique des uns et des autres, l'étude soigneuse et objective des décisions du gouvernement Kádár démontre que son plus grand souci, sinon l'unique, fut de détruire l'autonomie ouvrière et populaire et de réorganiser le pouvoir central, aussi vite que possible, dans sa majesté centraliste et dans sa toute-puissance.

Mais il lui fallut briser le pouvoir croissant des conseils ouvriers. Suivant le décret sur les comités révolutionnaires, une décision gouvernementale parut le 13 novembre, concernant les conseils ouvriers. Elle énonça que les conseils ouvriers avaient droit de prendre une décision concernant les affaires de l'entreprise que le directeur devait réaliser, si elle n'était pas en contradiction avec les lois et les décrets en vigueur.

(Il ne faut pas oublier qu'à ce moment-là, la quasi-totalité des lois et des décrets promulgués depuis 1950 étaient en vigueur. Par conséquent, cette décision est une contradiction en elle-même.) La décision stipula que les conseils avaient le droit de se prononcer sur les problèmes de salaire et de décider de la distribution d'une partie du bénéfice de l'usine. Finalement, elle précisa que les ouvriers devaient réélire leurs conseils dans les trois semaines à venir.

Le gouvernement essaya de cantonner l'activité des conseils dans les problèmes purement économiques, les écartant ainsi de la sphère politique. Il se moqua des ouvriers

¹⁵ Magyar Közlöny, le 12 novembre 1956.

en déclarant que même dans le domaine économique, le conseil doit rester dans le cadre de la juridiction actuelle. Qui plus est, ce décret imposa aux ouvriers le gouvernement comme un organe jouissant du droit de prescrire ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire. Cela est net surtout là où le décret laisse entendre que les conseils étaient des organes d'usine, que l'idée de construire des conseils d'arrondissement ou même central était absurde et que, par conséquent, il n'y avait qu'un organe national ou central, celui du gouvernement.

Les ouvriers et l'armée soviétique

Et pourtant, ce gouvernement ne fonctionna que sur le papier ! Ses membres et ses très rares employés n'osèrent se montrer dans la rue que dans les tanks soviétiques ou en compagnie d'une escorte armée. Ils avaient surtout peur de venir dans les usines. Décidément, celles-ci furent pour eux comme l'église pour le diable.

Le gouvernement Kádár ne put pratiquement rien faire ; il fut bloqué par le peuple en tant qu'accessoire civil de l'armée oppressive. Il n'eut absolument pas d'administration. Ses décrets et décisions parurent et personne ne les réalisa. Ainsi, dès le premier jour de l'intervention, Kádár et son équipe s'appuyèrent sur l'armée soviétique non seulement politiquement et militairement mais aussi administrativement. Ce fut l'organisation de l'armée soviétique qui servit comme administration gouvernementale. C'est Grebennik, major général de la garde, commandant de place soviétique à Budapest, qui organisa la vie de la capitale. Il ordonna, par exemple, l'ouverture des magasins, régla leur fermeture ainsi que la circulation de la population. ¹⁶

Pour installer le gouvernement Kádár, le commandement soviétique fut obligé de prendre l'initiative de réorganiser la vie du pays. Par les moyens militaires, bien entendu. Ce même ordre du 6 novembre, dans son troisième point, dit :

« Nous faisons appel aux ouvriers, aux employés des usines, des magasins, des services de transport, aux employés municipaux et d'entreprises pour qu'ils reprennent le travail. Ceux qui les gêneront par quelque moyen dans la reprise du travail, seront pris à partie. » ¹⁷

De ces phrases décidées, courtes et militaires, les ouvriers comprirent qu'ils étaient confrontés à l'armée soviétique non seulement dans la lutte nationale liée à la cause révolutionnaire, mais aussi dans leur vie quotidienne en tant qu'ouvriers révolutionnaires, directement et tangiblement.

Grebennik fut un militaire qui tint sa parole. L'armée, en général, ne blague pas. Surtout là où elle est encerclée par la classe ouvrière combattante et hostile. C'est pourquoi, d'abord, elle sema la terreur.

Les camions militaires soviétiques commencèrent à capturer les piétons seuls dans la capitale. Le bruit courut que les personnes ainsi capturées étaient de plus en plus

¹⁶ 1^{er} Ordre du Commandement Soviétique à la population de Budapest. Tract. Budapest, le 6 novembre 1956. [Archives de l'Institut Imre Nagy, R. XVIII/2. Publié (en anglais) dans *Report of the Special Committee on Hungary*. New York, United Nations, 1957, vol. II. p. 110.]

¹⁷ *Ibid.*

nombreuses et étaient déportées vers l'Union Soviétique. Il en fut effectivement ainsi. La peur de la déportation massive ou accidentelle gagna les masses. Le gouvernement dut intervenir et reconnaître indirectement que de telles actions avaient eu lieu. Bien entendu, nous ne pouvons citer ici la quantité de faits qui montrent cette opération de l'armée soviétique. Mais voyons-en quelques-uns.

« Le bruit court... (écrit *Napló* (Journal), un journal de la ville de Debrecen) qu'à travers Debrecen via Zahony (station-frontière entre la Hongrie et l'Union Soviétique), on transporte vers l'Union Soviétique des prisonniers hongrois dans des wagons fermés. À ce propos, dans les milieux officiels, on déclare que pareils cas ne se produiront plus et l'on prend toutes mesures nécessaires pour renvoyer les wagons. »¹⁸

Les ouvriers eurent en face d'eux non seulement un gouvernement organisant son pouvoir anti-ouvrier mais surtout toute l'armée soviétique. Leur arme, la grève, devint la forme d'opposition à cette armée au fur et à mesure qu'elle s'occupa de faire reprendre le travail et employa les moyens policiers.

Les différends, les escarmouches même, devinrent quotidiens entre les ouvriers et les unités de l'armée soviétique. Pour cette raison, le 8 novembre, Grebennik invita les dirigeants des conseils ouvriers du XI^e arrondissement à un entretien. Dans une atmosphère tendue, les ouvriers déclarèrent qu'ils ne reprendraient le travail qu'après l'acceptation de leurs revendications. Grebennik, d'une manière brutale, les refusa catégoriquement, disant qu'elles étaient inacceptables. Il traita les ouvriers présents de fascistes et d'agents des impérialistes et les menaça d'arrestation. Sur le même ton, une autre rencontre eut encore lieu entre Grebennik et la délégation des ouvriers de Csepel.¹⁹

Les ouvriers comprirent qu'ils devaient agir pour la défense de la révolution et de leurs propres revendications non seulement par la grève générale mais en développant les formes et les moyens de lutte pour qu'elle soit plus efficace.

¹⁸ *Napló*, le 16 décembre 1956. Cité dans « *Négy nap szabadság* ». Brüsszel, Szabad Szakszervezetek Nemzetközi Szövetsége (Liberté de quatre jours. Bruxelles, Confédération Internationale des Syndicats Libres), 1958, p. 225.

Un autre exemple montre combien les démentis officiels furent prudents. En voici un : « Le représentant de la Hongrie, Endre Sik... nie qu'on aurait déporté en Union Soviétique qui que ce soit. Il dit que *de ceux qui sont arrêtés en Hongrie, on ne transporte personne en dehors de la Hongrie* ». (Compte rendu de la session de l'O.N.U. du 19 novembre 1956.) *Népakarat*, le 20 novembre 1956. Souligné dans l'original.

¹⁹ Report of the Special Committee on Hungary. Op. cit., vol. II, pp. 118-119.

EFFORTS POUR ORGANISER LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

L'armée soviétique et le gouvernement Kádár déployèrent donc une activité contre-révolutionnaire. Les organisations issues de la révolution cessèrent leur activité, en même temps que le gouvernement Nagy et les partis politiques. Celles qui continuèrent leur activité furent réduites à une semi-illégalité, comme le Comité Révolutionnaire des Étudiants, le Conseil Révolutionnaire des Intellectuels. D'ailleurs, ce ne furent pas des organisations de masses. Il y en avait d'autres, légales, mais tellement petites qu'elles étaient incapables de mener une lutte politique d'envergure. Le mécontentement général, l'attente d'une solution qui fût capable de conserver les conquêtes révolutionnaires, l'atmosphère tendue, rendirent nécessaire l'aboutissement de la volonté populaire contre les forces contre-révolutionnaires. Les ouvriers ne virent aucune force politique réelle qui fût capable de défendre leurs intérêts et ceux de la révolution.

Tentatives ouvrières

Dans ces circonstances, les ouvriers, eux-mêmes, représentèrent cette force. Dès lors les conseils ouvriers entrèrent dans l'arène politique et, même, la formèrent. Ce qui exigea de leur part une organisation de plus en plus développée. D'autant plus que ce furent eux qui avancèrent sans cesse des revendications et des protestations avec, comme arme, la grève générale. Politiquement parlant, les conseils signifièrent un pouvoir potentiel tandis que le pouvoir réel de l'armée soviétique fut étranger au corps du pays et ne montra aucunement le véritable rapport de force politique.

Mais ce pouvoir des conseils ouvriers n'était que potentiel et pour le rendre réel, il fallut l'organiser. Les ouvriers ne tardèrent pas à en prendre conscience.

Une activité débordante des conseils caractérisa la vie de Budapest, à partir du 8 novembre, surtout dans les XI^e et XIII^e arrondissements, Ujpest et à Csepel.

Le 12 novembre, les délégués des conseils ouvriers du XI^e arrondissement se réunirent et élaborèrent leurs revendications communes en Huit points. C'était la première fois, depuis le 4 novembre, que les conseils d'un territoire plus large organisaient et tenaient un meeting où, et ceci est l'essentiel, ils élaborèrent une revendication commune. Qui plus est, cette revendication ne se borna pas à énumérer les exigences connues. Elle fut en quelque sorte un véritable programme et son étude permet de dégager quelques précisions concernant la société que ces travailleurs voulurent construire. Il est donc important de connaître ce document plus en détail.

« Nous soulignons — écrivirent les délégués dans le premier point que la classe ouvrière révolutionnaire considère les usines, la terre comme propriété du peuple travailleur.

Il n'y a donc aucun doute. Ces ouvriers et leurs conseils ne voulurent pas rendre les usines ni à leurs anciens propriétaires, ni aux bureaucrates staliniens ou, en général, communistes. Ce fut une affirmation sans équivoque contre laquelle le gouvernement central ne put être que contre-révolutionnaire.

Mais le troisième point fut non moins important. Ils y revendiquèrent l'élargissement de la sphère d'activité économique, sociale et culturelle des conseils ouvriers et la garantie de celle-ci. Les conseils ouvriers ne se contentèrent donc pas des droits limités que le programme gouvernemental leur donna — sur le papier. Ils mirent en avant une revendication qui, cette fois, aurait pu renverser l'administration centrale peu ou pas installée : une « administration ouvrière », une certaine sorte d'autodétermination ou, de toute façon, une large autonomie ouvrière vis-à-vis de l'État.

Le quatrième point revendiqua les élections libres « ... où — précisa la décision -- pourraient participer les partis qui reconnaissent et ont reconnu les conquêtes socialistes sur la base de la propriété collective des moyens de production ».

—Le septième point souligna avec force que « ... il faut organiser la force publique du pays des ouvriers d'usines et des troupes de l'armée fidèles au peuple ».

Pour la consolidation politique du pays, la décision résuma en trois points les revendications ouvrières. Elle déclara que les ouvriers reconnaissent le gouvernement Kádár à condition que celui-ci se transforme conformément au désir populaire. Les ouvriers exigèrent la libération d'Imre Nagy et des révolutionnaires détenus, le cessez-le-feu immédiat et l'évacuation des troupes soviétiques.²⁰

Cette décision de première importance permet d'imaginer quels furent les objectifs des ouvriers hongrois. D'autant plus que plus tard, nous retrouverons à peu près les mêmes intentions et aspirations dans l'activité du conseil Central Ouvrier et dans celle des conseils ouvriers en général.

Propriété collective des usines entre les mains des travailleurs par l'intermédiaire des conseils ouvriers, seuls et véritables dirigeants des entreprises. Sur cette base de système de conseils, un élargissement de leur pouvoir dans les domaines économique, social et culturel. De même, l'organisation de force publique de type milice. Sur le plan politique, un système à plusieurs partis socialistes.

Bien entendu, c'est une esquisse plutôt qu'un véritable plan de la réorganisation sociale. Dans la pratique, plusieurs problèmes se seraient posés concernant la forme administrative de la propriété collective, le rapport entre les conseils et les partis et ainsi de suite. Mais le 12 novembre 1956, dans le XI^e arrondissement de Budapest, ce furent des ouvriers et non des théoriciens qui constituèrent ce programme. Leur premier souci fut de composer une revendication commune, ils furent engagés dans une lutte quotidienne où la théorie ne joua presque aucun rôle. Ce furent leurs intentions spontanées, leurs instincts ouvriers et, d'une certaine façon, leur « éducation » politique dans une démocratie populaire qui, tous ensemble, firent percer dans cette revendication les buts profonds de la classe ouvrière hongroise.

À ce moment-là, il était plus important de combattre les conditions néfastes de la vie du pays et d'obliger le gouvernement Kádár et l'armée soviétique à s'incliner, autant que possible, devant les ouvriers. Et à ce sujet, la réunion fut en elle-même très importante

²⁰ Décisions des conseils du XI^e arrondissement. Budapest, le 12 novembre 1956. (Pièces des conseils ouvriers.)

puisqu'elle montra l'organisation de la classe ouvrière à une échelle plus élevée que celle de l'usine. Le jour où le décret gouvernemental, limitant l'activité des conseils aux usines et à la sphère économique, fut sous presse, ce même jour les ouvriers du XI^e arrondissement étendirent leur activité vers une union ouvrière plus vaste. Ce ne fut pas par hasard que ces ouvriers, dans le texte de la décision, nommèrent cette réunion « Parlement Ouvrier », manifestant ainsi qu'un centre, autre que le gouvernement et non point centralisé, s'élevait au nom des ouvriers.

Et ce fut avec force que fut prise la décision de n'envisager la reprise du travail qu'en cas de reconnaissance et de garantie des revendications.

Le lendemain, lors de la parution du décret gouvernemental, une délégation ouvrière se rendit au Parlement pour s'y entretenir avec Kádár. Selon les documents, cette délégation vint du XIII^e arrondissement mais y participèrent également d'autres usines, dont le complexe Ganz-Mávag et la ville de Baja.²¹

Les ouvriers, ici et là, reconnurent la nécessité de rassembler leurs forces et organisèrent des réunions de délégués des conseils d'usine. Par la force des choses, de ces réunions naîtra rapidement le Conseil Central Ouvrier.

Activité des intellectuels

Mais le sauvetage de la révolution et, par conséquent, l'opposition à l'intervention soviétique et au gouvernement Kádár ne fut pas le souci des seuls ouvriers. La population tout entière s'opposa à cette situation. Sans parler ici d'autres forces révolutionnaires, nous devons examiner l'activité des intellectuels qui fut d'importance capitale non seulement vis-à-vis de la situation générale mais qui contribua aussi, d'une manière très large, à la formation du Conseil Central Ouvrier.

Bien entendu, lorsque nous parlons de cette activité nous ne nous occupons pas, de façon descriptive, d'organisations et d'actions des intellectuels. La seule chose qui nous intéresse ici, c'est leur rapport avec la formation du Conseil Central Ouvrier. Et, étant donné qu'il s'agit d'intellectuels, une constatation préalable nous semble nécessaire.

Nous avons dit que les conseils ouvriers seuls représentèrent la force politique nécessaire et que les autres ne furent pas des organisations de masse, du moins pas suffisamment fortes. Cela dit, il faut rappeler que les conseils déployèrent une activité politique entraînant et représentant les masses ouvrières et, derrière elles, la population entière. Les organisations intellectuelles, tout en continuant, elles aussi, leur activité politique, mirent l'accent sur la recherche d'une formule, politique et théorique, d'un programme capable de solutionner le problème politique soulevé par l'intervention du 4 novembre. D'une manière simplifiée, on pourrait dire que les ouvriers menèrent la lutte et que l'intelligentsia, en les aidant par sa pratique, chercha de son côté à formuler à la fois la base et les buts de cette lutte.

²¹ Népszabadság, le 14 novembre 1956. (En français, voir : *La Documentation Française*, op. cit., n° 2396, 25 mars 1958.)

La victoire militaire de l'intervention nécessita la modification des revendications politiques de la révolution ainsi que de sa tactique et méthode. Le programme intransigent d'avant le 4 novembre devint irréalisable tout autant que la voie politique d'Imre Nagy. On ne put compter que sur des concessions de la part de l'Union Soviétique ou, plus précisément, sur une lutte qui soit capable d'arracher ces concessions à l'Union Soviétique car c'était elle qui dominait la situation. Sur la base de cette connaissance, divers projets naquirent dans les groupes différents des intellectuels proposant la voie d'une consolidation politique dans l'esprit d'un compromis.

Parmi ces propositions, la plus remarquable fut le projet de Bibó, ministre d'État dans le gouvernement Imre Nagy, populiste socialiste paysan, un des dirigeants du Parti Petöfi ²². Nous devons jeter un coup d'œil sur ce projet parce qu'il représenta clairement les problèmes politiques qui, plus tard, jouèrent un rôle important dans l'activité du Conseil Central Ouvrier et parce qu'il l'influença dans une certaine mesure.

Son projet proposa un accord avec l'Union Soviétique sur les garanties données de part et d'autre. Il engloba l'évacuation successive des troupes soviétiques et l'éventualité du retrait hongrois du pacte de Varsovie. Le gouvernement Imre Nagy pouvait donner les garanties nécessaires d'un pacte bilatéral avec l'Union Soviétique. Bibó trouva nécessaire de garder les conquêtes essentielles de la révolution, notamment le système des conseils ouvriers et des comités révolutionnaires jusqu'au règlement des principes sociaux et constitutionnels du pays dans une assemblée constituante. Ensuite, la propriété collective des moyens de production et la majorité laïque dans la direction de l'administration foncièrement décentralisée et « autonomisée ».

²² István Bibó est l'un des plus grands et le plus original penseur et théoricien politique hongrois des dernières vingt-cinq années. Il est né en 1911. Docteur ès sciences politiques, il étudia à Genève avant de regagner la Hongrie où il fut l'auteur de remarquables articles de l'histoire, de la sociologie et de la science politique. Dans les années trente, il fut rédacteur dans plusieurs revues de sociologie où il combattit le régime horthyste. Bibó fut l'un des plus originaux représentants du mouvement soi-disant populiste qui, né dans les années trente en Hongrie, chercha une solution possible entre la démocratie de type occidental et la dictature du prolétariat de type communiste. Ce mouvement exerça une grande influence sur la jeunesse - intellectuelle et représenta un danger pour les stalinien. Ce fut Révai, dirigeant stalinien, qui le caractérisa ainsi : « Contrairement aux narodniks russes, pour eux (les populistes — NdA), ce n'est pas le contraste entre leur socialisme et le socialisme marxiste qui constitue leur problème central. Ils sont conscients de ce contraste mais ils s'accordent avec lui ; en d'autres termes, ils acceptent le socialisme prolétarien comme un fait donné mais ils ne croient pas que l'avenir, et en particulier l'avenir du socialisme, lui appartient ». Cette tendance, généralement baptisée comme « troisième voie », s'appuya sur la paysannerie pauvre faisant alliance avec le mouvement ouvrier. Après 1945, Bibó, fonctionnaire du nouvel État démocratique, s'opposa à la fois aux manœuvres communistes et aux tendances réactionnaires et proposa une démocratie véritable de type populaire. Les communistes l'écartèrent et, après 1949, il ne publia plus rien. Il devint professeur de sociologie et de sciences politiques mais on le chassa même de l'Université. Pendant la révolution de 1956, il devint l'un des dirigeants du Parti Petöfi et ministre d'État du gouvernement Nagy. Après le 4 novembre, il élaborait son projet politique et plus tard un Mémoire où il résuma la signification politique de la révolution hongroise. Le 27 mai 1957, la police hongroise l'arrêta et on le condamna à perpétuité. Depuis, il est en prison.

[Szabó, Zoltán. Bevezetés. Bibó, István. Harmadik út. Politikai és történelmi tanulmányok. (Szabó, Zoltán. Introduction. Bibó, István. Troisième Voie. Études politiques et historiques.) London, Magyar Könyves Céh (Corporation Hongroise du Livre), 1960, p : 380.]

Le projet fut vite connu dans les milieux intellectuels et il gagna rapidement du terrain. Il devint la base de l'activité des intellectuels et de leur programme. Des organisations, telles que l'Association des Écrivains, l'Association des journalistes, le Comité Révolutionnaire des Intellectuels, le Comité Révolutionnaire des Étudiants ainsi que des groupes petits et grands, formèrent des projets et des revendications semblables. Elles organisèrent leur combat politique sur cette base et virent une issue valable et réelle dans ce compromis.

Mais ce projet intelligent avait une contradiction qui était due aux circonstances mêmes. Il voulait conserver les conquêtes essentielles de la révolution, or, pour la défense de celles-ci, il n'y avait pas une force politique réelle et organisée. Ainsi l'acceptation du projet devenait une grâce de l'Union Soviétique, et c'était quelque chose d'impensable. Il fallut l'imposer, ce qui nécessita donc une lutte politique organisée et dirigée. C'était la clef du problème. Le gouvernement Imre Nagy s'effondra et seul un accord hungaro-soviétique aurait pu facilement le reconstruire. Kádár et son équipe furent exclus automatiquement du compromis puisqu'ils s'identifièrent à l'Union Soviétique. Comment arriver donc à cet accord, par quels moyens l'imposer ?

En cherchant ces moyens, Bibó et les intellectuels en général tournèrent leurs yeux vers les ouvriers. Ils virent l'activité croissante des conseils et l'encouragèrent. Le mouvement se développa de telle manière qu'il donna l'espoir à ceux qui cherchaient une force pour arracher ce compromis. Ainsi, les intellectuels virent les conseils comme la force sérieuse et recherchée pour réaliser ce compromis, seule politique réelle dans les circonstances d'alors. Pour cette raison, ils essayèrent de proposer aux conseils de se former en une force organisée. Beaucoup d'intellectuels visitèrent les usines, participèrent aux réunions des conseils, prononcèrent des discours devant les ouvriers. Les journalistes, les étudiants, les membres du Cercle Petöfi cherchèrent à établir un front commun avec les ouvriers. Le représentant le plus remarquable de cette tendance fut l'infatigable Miklós Gimes, dirigeant à la fois de plusieurs organisations révolutionnaires, ami personnel d'Imre Nagy.²³

L'initiative d'Ujpest

Par la force des choses, les ouvriers et leurs représentants, les conseils, durent se rassembler et concentrer leurs efforts. Ce furent les expériences pratiques qui les poussèrent à le faire. Le 12 novembre, lorsque les délégués des conseils ouvriers du XI^e arrondissement se réunirent, trente kilomètres plus loin, à Ujpest, un entretien important se déroula à la Maison du Conseil (mairie de l'arrondissement). Cette réunion d'Ujpest prit l'initiative beaucoup plus consciente de rassembler et d'organiser, d'une façon concrète, la force des travailleurs, c'est-à-dire les conseils.

Ce fut un jour intéressant. Dans la matinée, les membres staliniens de l'ancien conseil d'Ujpest²⁴ tinrent une réunion protégée par les tanks soviétiques défilant devant

²³ Miklós Gimes fut exécuté avec Imre Nagy, Pál Maléter et József Szilágyi, le 17 juin 1958.

²⁴ En 1950, l'administration publique fut réorganisée suivant le modèle soviétique. À Budapest, comme ailleurs aussi, on transforma les mairies en conseils. Cette transformation ne changea rien d'essentiel, ce fut

l'immeuble. Mais, fait intéressant, trait caractéristique d'alors, les membres du Conseil Ouvrier Révolutionnaire d'Ujpest, constitué pendant la révolution, participèrent, eux aussi, à cette réunion. Le résultat de cette « communion » fut tout naturellement une cacophonie et des vociférations. Les staliniens de l'ancien régime firent pétarader des phrases ronflantes révolutionnaires, exactement comme Kádár et ses amis, tandis que les membres du conseil ouvrier s'opposèrent à tout. Voilà les circonstances d'alors : les staliniens revinrent sous la protection des baïonnettes soviétiques mais les organes révolutionnaires restèrent à leur place. Tout ceci agrandit le chaos et l'incertitude mais empêcha la réorganisation des forces révolutionnaires.

Se rendant compte de l'impossibilité de cette situation, les membres du Conseil Révolutionnaire quittèrent le bureau pour se réunir dans un autre. Arrêtons-nous ici un instant. Ce fait est tellement éloquent, même dans sa simplicité, qu'on pourrait se demander : sur quelle base reposent les affirmations selon lesquelles une conciliation immédiate des forces révolutionnaires et interventionnistes fut possible ? Tout indique, au contraire, que n'importe quelle consolidation nécessite une lutte politique, même si cela n'aboutit qu'à un compromis. Précisément, un compromis ne peut résulter que d'une lutte acharnée entre les forces opposées.

Le Conseil Ouvrier Révolutionnaire d'Ujpest commença sa réunion. Comme ce fut une pratique générale, quelques jeunes intellectuels participèrent à la réunion. Ils proposèrent que le Conseil prenne l'initiative de lancer un appel en faveur de la formation d'un conseil central ouvrier. La proposition fut vite acceptée car les ouvriers présents souhaitaient exactement la même chose. Parmi eux, Jozsef Balázs, ouvrier de l'usine « Lang » représentant du conseil ouvrier du XIII^e arrondissement²⁵, devint l'un des promoteurs enthousiastes du Conseil Central Ouvrier.

Un intellectuel prit la parole et expliqua que l'attitude et la politique uniquement oppositionnelle des travailleurs contre le gouvernement Kádár est inefficace, doublement par son impossibilité à durer. C'est pourquoi, continua-t-il, les ouvriers doivent se passer et des staliniens dans l'administration et du gouvernement Kádár dans le pays. S'ils veulent négocier avec le pouvoir, ils doivent le faire avec ceux qui le détiennent vraiment, c'est-à-dire avec l'armée et le gouvernement soviétique²⁶. Mais certaines conditions rendent les négociations meilleures, continua l'intellectuel. Tout d'abord, il faut représenter la force organisée de la classe ouvrière tout entière et seul un Conseil Central Ouvrier peut le réaliser. Deuxièmement, il importe que cet organe soit capable d'employer, tel un tacticien, les armes spéciales des ouvriers comme la grève et d'autres

seulement un baptême. Lorsque nous parlons d'anciens conseils, il ne faut donc pas penser aux conseils révolutionnaires, mais à ces soi-disant « conseils ».

²⁵ Il faut savoir que le XIII^e arrondissement, quartier industriel et ouvrier, confine au IV^e arrondissement (Ujpest) et ces deux forment ensemble le deuxième grand quartier industriel et ouvrier de Budapest après Csepel.

²⁶ Il y a eu beaucoup de telles négociations entre les forces révolutionnaires et l'armée soviétique. En voici une : « Les conseils révolutionnaires des provinces de Borsod, Szatmár et Szabolcs (départements au Nord-Est du pays - NdA) ont conclu un accord avec le Haut Commandement Militaire soviétique au sujet du cessez-le-feu et du retrait réciproque des troupes dans un rayon de trois à quatre kilomètres » (Radio Miskolc Libre, le 4 novembre 1956. Cité dans Losky, op. cit., p. 239.)

manifestations de masse. Pour cette raison, le Conseil Central doit avoir la confiance unanime de la classe ouvrière.

L'intellectuel expliqua encore que, selon lui, si les ouvriers et leur organe central mettent l'accent sur la négociation avec Kádár, par ce fait ils reconnaissent — *de facto* -- ce gouvernement. De cette attitude, il résultera que le gouvernement considérera l'organe central comme un moyen entre ses mains, ou le liquidera après un certain temps de temporisation tactique.

Le Conseil Ouvrier Révolutionnaire d'Ujpest fit rapidement sienne la proposition de convoquer les délégués des conseils ouvriers en vue de construire le Conseil Central. Le Conseil fit appel aux jeunes intellectuels présents pour rédiger et distribuer cette convocation²⁷.

Ainsi fut fait. Le texte titré « Appel », depuis lors historique, fut rédigé et approuvé par le Conseil. Il expliquait que les ouvriers de Budapest voulaient établir l'ordre.

« Bien entendu, nous ne voulons pas de n'importe quel ordre — dit l'Appel — mais de l'ordre révolutionnaire bâti sur la réalisation des grandes revendications de la révolution. Les ouvriers de Budapest combattent, d'une part, tous ceux qui déshonorent notre révolution par des actes illégaux, d'autre part, tous ceux qui ne reconnaissent la révolution que par des phrases de pure forme et veulent l'escamoter dans l'essentiel » ²⁸

Il est important de constater que le point de départ de cet Appel, et ainsi de la lutte organisée des ouvriers, fut le désir d'une consolidation politique, l'ordre, comme ils l'appelèrent. Au départ, ils ne combattaient pas pour un programme préconçu et idéal mais ils furent contraints d'établir un « ordre » conforme à leurs souhaits. Ce réalisme, dépourvu de toute rêverie soi-disant révolutionnaire, les conduisit à reconnaître que la grève était aussi « meurtrière » pour eux que pour le gouvernement. Bien sûr, ce réalisme ne se transforma point en un pragmatisme dépourvu de sens. Ils voulurent l'ordre mais l'ordre d'un socialisme qu'ils imaginèrent plus ou moins concrètement. Le fait essentiel est qu'ils surent qu'un tel socialisme ne pouvait naître que d'une lutte politique conditionnée par certains faits tels que, par exemple, la présence soviétique, et menée par la classe ouvrière composée de gens simples. Ce fut cette clairvoyance qui les fit se séparer, et des aventuriers ou réactionnaires qui « déshonorent » la révolution, et de ceux qui se rangent à côté de l'intervention. Ils laissèrent entendre par là une position qui, tout en reconnaissant certaines réalités, ne cède point sur les revendications essentielles de la révolution.

L'Appel, enfin, s'adressa aux usines de Budapest « pour qu'elles envoient, le mardi 13 novembre, les délégués de leurs conseils à la Mairie d'Ujpest à 13 heures en vue de former le Conseil Central Ouvrier de Budapest ».

En apparence, ce fut, semble-t-il, la proposition des intellectuels qui détermina la formation du Conseil Central. Mais cette proposition ne fit que rencontrer le mouvement

²⁷ Témoignages. Pièces du Conseil Central Ouvrier.

²⁸ Pièces du Conseil Central Ouvrier.

déclenché par les ouvriers en vue de s'organiser et de chercher une forme. Il ne s'agit pas ici seulement de faits tels que les aspirations ouvrières déjà observables avant l'intervention soviétique du 4 novembre. Pas plus, par exemple, que de l'expérience menée dans le XI^e arrondissement pour coordonner l'activité des conseils. Il s'agit aussi de l'acceptation sans réserve à cette proposition du Conseil Ouvrier Révolutionnaire d'Ujpest, car il la sentit sienne. Cette proposition des intellectuels ne put naître, même, que parce qu'ils sentirent la tendance nette des conseils à former une telle organisation. Ce fut donc une coïncidence heureuse entre l'aspiration spontanée des ouvriers et l'initiative consciente des intellectuels. Ce phénomène ressort clairement des témoignages.

« Nous avons élevé l'opinion, au sein du conseil ouvrier de la Régie Optique Hongroise, qu'il faudrait prendre une position commune contre le gouvernement, car nous ne pouvons rien faire contre lui par les méthodes employées avant le 4 novembre. Nous avons reçu, le 12 novembre 1956, un tract du Conseil Révolutionnaire d'Ujpest, convoquant les délégués de tous les conseils ouvriers de Budapest... » ²⁹

Ce fut la raison pour laquelle les conseils répondirent vite à l'Appel lancé. Le terrain fut soigneusement préparé. Les jeunes intellectuels prirent au sérieux la tâche qui leur fut donnée par les ouvriers d'Ujpest. Le Comité Révolutionnaire des Étudiants organisa la reproduction ronéotypée de l'Appel et sa distribution dans les usines. Parmi les intellectuels qui participèrent à la réunion d'Ujpest, l'un d'eux prit de suite le chemin vers Csepel tandis qu'un autre se rendait vers le centre de l'activité ouvrière du XI^e arrondissement, à l'usine « Beloiannis ». ³⁰

Il est intéressant d'observer comment se dessinèrent les centres locaux les plus actifs des ouvriers de Budapest. Dans l'énorme quartier ouvrier d'Ujpest et dans le XIII^e arrondissement limitrophe, les établissements « Egyesült Izzó » (grande usine fabriquant des ampoules électriques et des pièces détachées pour postes de TSF où, avant la révolution de 1956, naquit pour la première fois l'initiative des conseils ouvriers) et les usines de machines-outils « Lang » et « Magyar Acél » jouèrent le rôle d'avant-garde. Les usines du XI^e arrondissement, et en premier lieu l'usine électrique « Beloiannis » (autrefois Standard) et l'usine optique « Gamma » déployèrent la plus grande activité. Le complexe sidérurgique et métallurgique de Csepel fournit, avec d'autres usines de Csepel, la troisième base importante qui fut avec celles énumérées plus haut, à l'origine de la formation du Conseil Central Ouvrier et d'où partit l'effort pour l'organiser.

Ainsi, nous pouvons fixer l'origine du Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest, localement et historiquement. Localement ce furent Ujpest et dans une certaine mesure, le XI^e arrondissement et, plus précisément : le Conseil Ouvrier Révolutionnaire d'Ujpest et l'usine « Beloiannis ». Historiquement, le Conseil Central Ouvrier naquit du mouvement spontané des ouvriers et de l'activité des intellectuels révolutionnaires.

²⁹ Témoignages. Pièces du Conseil Central Ouvrier. Publié (en partie) *Études*, 3^e année, n° 2, 1961.

³⁰ *Ibid.* R. IV/12.

PRÉLIMINAIRES DE LA FONDATION DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER

Il serait trop hâtif de conclure que la naissance de cet organe révolutionnaire fut aussi simple et automatique. Il fallut vaincre beaucoup d'obstacles et de réticences et acquérir de l'expérience pour l'organiser. Il y eut toute une lutte contre les circonstances défavorables. Il fallait aussi développer les consciences afin que, progressivement, le Conseil se forme. C'est voir superficiellement de prétendre que ces ouvriers et mêmes ces intellectuels surent exactement ce qu'ils devaient faire et comment.

Le 13 Novembre, première réunion des délégués ouvriers

Dans l'après-midi du 13 novembre, les délégués se rassemblèrent devant l'immeuble de la mairie d'Ujpest. Bientôt, le bruit courut que, la nuit dernière, la force publique nouvellement organisée, avec des unités soviétiques, avait arrêté les membres du Conseil Révolutionnaire d'Ujpest et occupé l'immeuble. Les ouvriers agirent vite. Le conseil ouvrier de l'usine « Egyesült Izzó » proposa aux délégués de tenir la réunion dans son usine. Les ouvriers présents « s'y infiltrèrent donc en catimini » —comme un témoin oculaire écrira plus tard.

« En arrivant (à la mairie d'Ujpest — NdA) — écrit Sebestyén — nous ne trouvâmes qu'un seul délégué qui nous envoya tous à l'usine Egyesült Izzó » pour éviter ainsi d'être repéré par les forces du maintien de l'ordre réorganisées après le 4 novembre. »³¹

On peut en conclure que le pouvoir central contre-révolutionnaire ne resta pas inactif devant le mouvement des ouvriers. Il fut incapable d'empêcher la réunion mais intervint dans la mesure de son possible. Il est à noter que ses informations se révélèrent très exactes. Et cela veut dire que le gouvernement Kádár se rendit parfaitement compte de l'importance de cette réunion, mieux peut-être que les ouvriers eux-mêmes. Car beaucoup d'entre eux ne connurent même pas le décret gouvernemental paru ce jour et destiné à limiter la puissance des conseils. Néanmoins, la réunion fut une réponse immédiate à ce décret, montrant la différence, voire l'opposition, entre la position du gouvernement et celle des ouvriers.

Pour mieux mesurer les circonstances historiques de la naissance du Conseil Central Ouvrier, il nous faut résumer la situation.

D'après ce que nous avons dit jusqu'ici, l'on peut constater, après le 4 novembre, deux phases de la lutte ouvrière. Dans la première, du 4 au 10 novembre, les ouvriers déclenchèrent la grève générale et continuèrent la résistance armée dans les grandes bases industrielles. En même temps, ils réorganisèrent les conseils d'usines qui formèrent les revendications ouvrières.

Le gouvernement, utilisant l'armée soviétique, fut incapable d'améliorer la situation d'où sa campagne contre les conseils. Il se rendit compte qu'il lui fallait régler l'affaire avec eux en ne cédant en rien. Dès que les conseils virent leur incapacité à imposer leur volonté au

³¹ *Ibid.*

gouvernement soit par la grève soit par la force inorganisée des conseils, ils constatèrent qu'une consolidation s'imposait et ainsi commença la deuxième phase de la lutte.

Elle ne dura que du 10 au 12 novembre.

Des efforts ouvriers naquit l'idée de construire un organe politique fort, représentation ouvrière au niveau le plus élevé possible, et capable de combattre le gouvernement ou, du moins, d'imposer sa volonté. Ces efforts rencontrèrent les tentatives des intellectuels à réaliser un compromis. Cette période de lutte fut caractérisée par des événements tels que l'élaboration du projet de Bibó (le 9 novembre), le décret du gouvernement sur les comités révolutionnaires (le 12 novembre), la réunion des délégués des conseils ouvriers du XI^e arrondissement (le 12 novembre) et enfin la réunion du Conseil Ouvrier Révolutionnaire d'Ujpest (le 12 novembre).

Le 12 novembre fut le point culminant. À partir de cette date, une nouvelle période s'ouvrit. Les ouvriers et le gouvernement reconnurent en même temps qu'il fallait avancer dans une direction ou dans une autre. Le gouvernement attaqua donc les conseils, cherchant à circonscrire leurs droits. (Décret du 13 novembre.) les ouvriers, à leur tour, commencèrent à former le Conseil Central Ouvrier.

Il est compréhensible, donc, que ce fut un moment important et le gouvernement en prit conscience. La réunion du 13 novembre des délégués ouvriers ouvrit un chapitre nouveau, celui d'une bataille politique entre deux centres visiblement opposés.

Revenons à cette réunion. À la lumière des faits, nous pouvons réaffirmer cette vérité d'historiens qui consiste à dire qu'un processus historique, tel que la formation de ce Conseil, est toujours plus complexe dans la pratique que dans son résumé, toujours simplifié.

Que se passa-t-il ?

« Dans l'usine (Egyesült Izzó --NdA), déjà, des délégués de plusieurs entreprises et arrondissements étaient présents et nous avons ouvert la séance tout de suite. Mais bientôt nous avons dû constater que les représentants de nombreuses usines manquaient encore. Aussi avons-nous décidé de remettre la réunion au lendemain et d'aviser, en attendant, les conseils ouvriers de toutes les usines d'une certaine importance. »³²

La réunion a-t-elle échoué ? Nous optons plutôt pour penser qu'au contraire cette décision de remettre la réunion démontre que les délégués présents reconnurent l'importance capitale de la réunion et ne voulurent pas s'engager dans une aventure. Par contre, ils décidèrent de contacter d'autres usines et d'essayer de rassembler les représentants des usines importantes.³³

³² *Ibid.*

³³ Lors de la publication d'une grande partie du témoignage de Sebestyén dans *Études (op. cit.)*, la rédaction a écrit que «...la date exacte de la formation du Conseil Central (est relatée) de façon différente dans les divers récits. Ferenc Töke, par exemple, parle en détail de la séance constitutive, mais il donne comme date le 14 novembre. (Cf. Töke. « Ce que furent les Conseils Ouvriers Hongrois », *Études*, n° 3. janvier 1960.) — Depuis,

Une rencontre avec Kádár

Entre temps, c'est-à-dire entre les deux réunions, une discussion eut lieu entre Kádár et les ouvriers.

N'ayant pas suffisamment de documents concernant la réunion du 13 novembre, nous ne savons pas avec certitude si la délégation ouvrière se composa lors de cette réunion ou indépendamment, mais nous supposons qu'il y eut un rapport entre elles. Cette supposition est soutenue indirectement par le rôle que Sándor Bali, président du conseil de l'usine Beloianis », joua dans ces événements.

Bali, serrurier-outilleur, un des plus conscients parmi les ouvriers, essaya de regrouper la force des conseils dans le XI^e arrondissement. Ce fut lui, pour ainsi dire, qui organisa la réunion des conseils du XI^e arrondissement du 12 novembre. Et ce ne fut pas par hasard que l'un des jeunes intellectuels partit avec l'Appel d'Ujpest précisément à l'usine « Beloianis ». Par conséquent, il est quasi certain que Bali participa à la réunion du 13 novembre dans l'usine « Egyesült Izzó ». Or, le chef de la délégation ouvrière qui se rendit au Parlement le 14 novembre au matin pour s'entretenir avec Kádár fut Bali. Cette délégation se composa, entre autres, des représentants des usines de Csepel et de l'usine « Magyar Acél » du XIII^e arrondissement, ce qui prouve qu'elle émanait d'un regroupement ouvrier au niveau de la capitale entière. Il est donc possible qu'après la réunion, du 13 novembre, quelques-uns des ouvriers présents formèrent cette délégation pour combler la lacune d'une réunion sans résultat.

La délégation présenta les revendications ouvrières à Kádár et exigea notamment :

- a) le rétablissement d'Imre Nagy comme premier ministre ; l'existence de plusieurs partis et la convocation de l'assemblée électorale ;
- b) L'évacuation des troupes soviétiques ;
- c) La reconnaissance des conseils ouvriers et leur droit à prendre les usines comme propriété collective ;
- d) La reconnaissance du droit de grève des ouvriers ;
- e) Le rétablissement des syndicats démocratiques et la cessation de l'activité des syndicats jouant le rôle de « transmission ».³⁴

Si nous comparons ces revendications avec celles *des* délégués du XI^e arrondissement, à première vue, il semble que les ouvriers rédigèrent les dernières d'une manière plus concrète et circonscrite quant aux demandes ouvrières, et les avancèrent plus prudemment. Alors que la décision du XI^e arrondissement parla d'un *élargissement* général de la sphère d'activité des conseils dans le domaine économique, social et culturel, les ouvriers, cette fois-ci, ne sollicitèrent que la *reconnaissance* des conseils.

plusieurs conversations avec les témoins ont prouvé, d'une façon incontestable, que la réunion du 13 novembre a eu lieu mais à laquelle Töke ne participait pas et ainsi, il ne pouvait pas en rendre compte.

³⁴ La visite de la délégation ainsi que ses revendications sont reconstituées *d'après* le témoignage de Ferenc Töke. (Témoignages. Pièces du Conseil Central Ouvrier.)

Autre exemple : la décision du XI^e arrondissement demanda que les usines, etc., deviennent la propriété des travailleurs, alors que maintenant, ils revendiquent seulement le droit des conseils à la propriété des usines. Il y a donc des nuances. Enfin, la revendication concernant les syndicats est nouvelle et typiquement ouvrière.

Mais bien que ces deux revendications soient différentes, leur parenté est cependant évidente, et si le contenu de la décision du 12 novembre s'adoucit, c'est, selon toute vraisemblance, par suite de considérations tactiques. Une délégation présentant des revendications prudentes et limitées, et plutôt de caractère ouvrier, à un gouvernement « ouvrier-paysan » aurait pu arracher des concessions. Il est intéressant de constater que les ouvriers eurent le souci de rendre leurs revendications acceptables. Et l'on cherche vainement la demande d'armer les ouvriers qui figurait dans la décision du XI^e arrondissement.

Peut-être semblerait-il exagéré de supposer que ces deux revendications ont un rapport quelconque. Et pourtant, *ce fut justement Bali* qui, avec d'autres, élaborait la décision du XI^e arrondissement et, deux jours plus tard, c'est encore lui qui dirigeait la délégation. Il est possible, bien entendu, que les membres de cette délégation pensèrent autrement que les délégués du XI^e arrondissement et que, par conséquent, Bali dut changer ses revendications. Mais, connaissant l'activité et la sagesse politique de Bali, nous supposons que ce fut lui qui, dirigé par un sens tactique, proposa des revendications prudentes.

Ce détour nous permet d'avancer, à la fois, deux constatations importantes. La première est que les ouvriers surent très bien ce que signifie la tactique. Ce n'est peut-être pas trop que de croire qu'ils voulurent coincer le gouvernement « ouvrier » et ainsi le démasquer par des revendications ouvrières. Ces ouvriers, malgré les diffamations de gauche et de droite, furent capables de mener à bien une lutte politique. La seconde est que pour découvrir les intentions véritables des ouvriers hongrois pendant et après la révolution, il ne suffit pas de citer à tort et à travers tout ce qu'ils ont dit ou disent. Les citations ne valent rien sans une analyse des circonstances et des conditions.

Mais revenons à ces circonstances. À la fin de l'entretien avec Kádár, la délégation lui annonça que les ouvriers continueraient la grève jusqu'à la reconnaissance de ces revendications.

La réponse de Kádár fut courte, hautaine et brutale. Les ouvriers font ce qu'ils veulent, dit-il, s'ils ne travaillent pas, cela les regarde, le gouvernement peut travailler. La délégation a le droit de ne pas reconnaître son gouvernement, cela ne l'intéresse point, puisque l'Union Soviétique le soutient.

Bali et les autres comprirent que Kádár et son équipe se sentaient très en sécurité et ils se rendirent compte qu'il fallait plus de poids à leurs paroles. Le fait que leur délégation, représentant plusieurs usines, ait été reçue par Kádár alors que d'autres, mineures, furent éconduites, était éloquent et leur prouvait bien que l'union fait la force. Cependant, l'assurance de Kádár les convainquit d'augmenter cette force et de la mieux organiser. Ce sondage leur permit aussi de jauger la réaction du gouvernement avant de décider de leur comportement.

LA RÉUNION CONSTITUTIVE DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER

DANS les usines, les ouvriers s'impatientaient et poussaient leurs conseils à lutter plus efficacement contre la présence intolérable de l'armée soviétique, contre ce gouvernement contre-révolutionnaire, et à défendre leurs objectifs révolutionnaires. La grève continua et les représentants des usines furent chargés de lourdes responsabilités. Dans l'atmosphère tendue des meetings, les ouvriers déclarèrent leur volonté de tenir et d'aboutir à un règlement sur une base révolutionnaire. Ils voulaient un résultat. Et puisque Kádár et son équipe ne cédaient en rien, la naissance d'une force organisée des ouvriers fut inévitable.

Rassemblement des délégués et composition de la réunion

Le 14 novembre, le service téléphonique fut extrêmement chargé ; les ouvriers préparaient la réunion pour le soir et dans les usines, les appels téléphoniques ne cessaient pas.

Dans l'après-midi, les délégués commencèrent à se rassembler devant la mairie d'Ujpest, puis se dirigèrent lentement vers l'usine « Egyesült Izzó », car la mairie était encore occupée par les forces armées.

Mais examinons maintenant contre qui le « Gouvernement Révolutionnaire Ouvrier-Paysan » les mobilisa ? Contre certains « éléments douteux », comme il ne cessait jamais de prétendre, qui influencèrent la classe ouvrière ?

Nous connaissons assez l'origine et l'activité des conseils ouvriers pour savoir qu'ils naquirent tout naturellement de la démocratie directe ouvrière. Quel représentant « ouvrier » oserait affirmer sans se ridiculiser que les « éléments douteux » furent capables de mobiliser la classe ouvrière ? Cela signifie-t-il que la classe ouvrière, après 10 ans d'éducation de démocratie populaire, fut incapable de se diriger ? Mais pourquoi et comment ces « éléments douteux » et non le gouvernement « ouvrier » influencèrent-ils les ouvriers ?

Laissons de côté ces mensonges. Nous connaissons certains faits concernant le mode de candidature qui eut lieu pour la réunion d'Ujpest. Des ouvriers se rassemblèrent dans les usines pour désigner leurs délégués. Dans l'usine d'Appareils Téléphoniques du XIV^e arrondissement, cette désignation se déroula comme suit :

« L'élection des délégués se passa démocratiquement, du bas vers le haut. D'abord, dans les usines, les ouvriers eux-mêmes désignèrent, parmi les membres du conseil ouvrier, celui qui irait à la réunion. Ce ne fut pas le conseil ouvrier qui le désigna mais l'ensemble des ouvriers. »³⁵

Dans les grandes usines de Budapest, au cours de réunions, les ouvriers élirent leurs délégués, les chargeant de représenter leurs positions, notamment à l'usine de

³⁵ *Ibid.* — Souligné par l'auteur.

« Beloianis ». Il ne pouvait en être autrement, car la représentation véritable, comme nous le verrons plus tard, fut l'une des conditions importantes de l'existence des conseils.

Il est difficile d'établir le nombre exact des délégués. Différentes sources parlent de 4-500 délégués présents (*Népszabadság*, par exemple), mais la réunion véritable engloba beaucoup moins de gens. Il est exact qu'il y avait dans la salle des fêtes de l'usine ainsi qu'aux alentours, beaucoup d'ouvriers, 4-500 peut-être, car se tenait en même temps une autre réunion. Les délégués arrivés se mêlèrent à cette masse d'ouvriers et c'est ainsi que lorsque la réunion commença, beaucoup de ces ouvriers y participèrent ³⁶.

Nous ne voulons pas louer l'organisation spontanée de cette réunion, mais constater que malgré son importance, elle fit abstraction d'organisation bureaucratique, contrôle d'invitation, huissiers, etc. On pourrait dire qu'il y eut du désordre et, d'une certaine façon, c'est exact. Mais ce fait souligne un facteur important, notamment que la naissance du Conseil Central Ouvrier eut l'approbation d'une « assemblée » ouvrière. Un parlement où les représentants et les représentés eurent le même droit de parler. Désordre, certes, mais un désordre de qualité !

La composition des délégués rend tout à fait ridicules les dires du gouvernement. Sans entrer dans les détails, nous ne relevons que deux caractéristiques intéressantes qu'on a déjà remarquées dans la composition des conseils d'usine.

La première est que beaucoup des délégués, plus ou moins âgés, étaient d'anciens militants du mouvement ouvrier. L'expérience leur fut acquise par la lutte syndicaliste, lors de la publie des Conseils de 1919 et dans le parti social-démocrate. Beaucoup d'entre eux furent emprisonnés pendant la période staliniste pour leurs idées et pratiques socialistes. Parmi eux, plusieurs furent membres du parti communiste lorsque celui-ci, après la guerre, se présenta comme un véritable parti ouvrier. Puis les années passèrent, ils restèrent ouvriers et découvrirent la « grande fraude » du parti, soit dans les prisons, soit dans la périphérie du mouvement. Par exemple, 90 % des membres du conseil ouvrier de l'usine d'Appareils Téléphoniques furent membres du parti communiste. Mais pour illustrer la composition des conseils ouvriers, et en particulier celle de la réunion, le meilleur exemple est celui de Sándor Bali.

Bali, ouvrier de l'usine « Beloianis », fut longtemps membre du parti social-démocrate. En 1945, après la libération, il entra dans le parti communiste mais resta ouvrier malgré la grande promotion ouvrière de 1948-50 ³⁷. Précisément à cause de ses expériences ouvrières, il devint passif en tant que membre du parti et se trouva opposé à l'appareil. Son cas est l'exemple classique des relations entre la classe ouvrière et le parti communiste, un exemple du développement et de la transformation de ce rapport dans un État dirigé par les communistes.

³⁶ D'après le renseignement de Miklós Sebestyén, ancien membre du Conseil Central Ouvrier.

³⁷ Après la prise du pouvoir, le parti communiste transforma rapidement la vie économique et culturelle du pays ainsi que l'administration. Pour cette transformation et pour le travail de l'« édification du socialisme », il s'appuya sur toute une élite dirigeante nouvelle recruté parmi les ouvriers. Mais, malgré cette composition cette élite devint une couche privilégiée, séparée totalement des ouvriers, moyen docile du parti communiste. (Cf. Milovan Djilas. *La nouvelle classe dirigeante.*)

Ces membres, anciens syndicalistes, sociaux-démocrates, communistes et d'autres tendances socialistes se trouvèrent unis dans le conseil. Ainsi, ces conseils et leur réunion du 14 novembre traduisait la véritable unité ouvrière, mais sans appareils et partis et en s'appuyant uniquement sur l'activité spontanée des travailleurs.

L'autre caractéristique des conseils ouvriers et de la réunion fut la participation massive des jeunes. Presque la moitié des membres et délégués furent de jeunes ouvriers âgés de 23-28 ans. Rappelons au lecteur qu'en 1945, lors de l'effondrement de l'Ancien-Régime, ces jeunes n'avaient que 12-17 ans, ils furent donc éduqués par la démocratie populaire.

Grâce à ces deux points, la composition des délégués fut proportionnellement équilibrée, d'une part, les expériences diverses et de l'autre, le dynamisme. La liste des usines représentées indique, elle aussi, que le 14 novembre, les meilleurs éléments des ouvriers de Budapest se réunirent.

Les délégués des usines suivantes furent présents : « Combinat Sidérurgique et Métallurgique de Csepel », « Usine d'Huile Végétale de Csepel », « Construction Automobile de Csepel », « Beloianis », « Appareils Téléphoniques », « Compagnie des Tramways », « Mávag », « Usine Électrique

Ganz », « Usine de Wagons Ganz », « Usine d'Aluminium », « Láng Magyar Acél », « Chantier Naval Ganz », « Hazai Fésüsfono » (grande filature du XX^e arrondissement), « Egyesült Izzó », « Magyar Pamut » (grande filature d'Ujpest), « Régie Optique Hongroise », « Gamma », etc.

La quasi-totalité des grosses entreprises fut donc représentées. Huit ou neuf arrondissements de la capitale y participèrent également, soit indirectement par les grandes usines, soit par les délégués du conseil d'arrondissement qui représentaient ainsi plusieurs usines.

Quelques délégués de province furent aussi présents, notamment, par exemple, ceux de deux conseils ouvriers de province, les plus actifs (Borsod département industriel et Győr ville industrielle).

Après cette étude sommaire de la composition, nous pouvons affirmer que cette réunion fut un événement très important, le plus important depuis la révolution. Pour cette raison, quelques intellectuels, en tant que représentants des différentes organisations de l'intelligentsia ou à titre personnel, y participèrent, eux aussi. Une fois de plus, cela souligna l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des intellectuels qui contribua déjà largement à la préparation du Conseil Central ouvrier ³⁸.

Unanimité des revendications

Les délégués se rassemblèrent ; les membres du conseil ouvrier hospitalier de « Egyesült Izzó » occupèrent le podium présidentiel et l'un d'entre eux ouvrit la séance.

³⁸ La composition de la réunion ainsi que son histoire, dans les chapitres suivants, ont été reconstruits d'après des témoignages. (Pièces du Conseil Central Ouvrier.

Les constatations générales du discours d'ouverture sur la « nécessité historique » de la réunion dévoilèrent beaucoup de choses. Tout d'abord, que les ouvriers rassemblés n'avaient que des notions assez vagues sur les tâches, méthodes et tactiques *concrètes* des conseils ouvriers coordonnés et unis. Comme l'un des témoins oculaires, un intellectuel, écrira plus tard : « les ouvriers évaluèrent d'une manière tellement évidente leur propre force qu'ils ne virent même pas la complexité de la situation ». Ce qui veut dire que ces ouvriers se sentirent capables de créer un pouvoir central nouveau, bien à eux, mais que leur ignorance et inexpérience rendirent difficile l'élaboration des tâches concrètes. Le résultat fut une incertitude quant à la formulation des méthodes et des problèmes tactiques.

Incertitude, certes, concernant le choix rapide et clair des tâches immédiates mais une certitude et clairvoyance dans la prise de position programmatique et revendicative. Ferenc Töke, l'un des participants, qui deviendra plus tard l'un des membres du Conseil Central Ouvrier, écrit que « ... tout le monde voulait à l'unanimité un Conseil Central qui puisse organiser les conseils ouvriers d'arrondissements et des grosses entreprises, mais ils ne savaient pas comment le créer, et sur quelle base ».

Ce fut relativement facile et simple de formuler les buts, c'est-à-dire le programme du Conseil Central. D'autant plus que « ... à la réunion constituante, tous ces gens, bien que venant d'usines différentes, voulurent tout, exactement de la même façon, comme s'ils avaient coordonné leurs opinions d'avance ». Le témoin intellectuel, cité plus haut, remarque aussi que « ... l'uniformité des points programmatiques, pourtant nés indépendamment les uns des autres, ainsi que la formulation des buts, fut quelque chose de fascinant ».

Voyons ces buts et le programme des ouvriers.

Ce programme fut presque identique aux revendications antérieures. La décision des délégués des conseils du XI^e arrondissement et les revendications présentées à Kádár pendant la matinée résumèrent la volonté unanime des ouvriers, puisqu'on les entendit de nouveau à cette réunion.

Mais il y eut cette fois-ci des nuances très importantes. Les délégués, prenant la parole l'un après l'autre, soulignèrent avec force leur revendication « de donner les usines à la propriété vraiment collective et non à la propriété capitaliste. ^{39, 40}

Rien d'étonnant à cela car ils surent que les conseils ouvriers ne représenteraient aucune force ou autorité véritable sans avoir en leurs mains les usines. Cette propriété collective était la base du conseil ouvrier. Dans les circonstances d'alors, les délégués l'affirmèrent moins contre les capitalistes que contre la réorganisation centraliste et bureaucratique de la vie économique par le gouvernement Kádár. C'était leur réponse, sans équivoque, au décret gouvernemental du 13 novembre.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid.

L'autre importante affirmation des délégués fut en connexion avec la revendication d'un système à plusieurs partis. Les ouvriers ne voulaient que des partis qui reconnaissent les conquêtes socialistes et se basaient sur les principes socialistes.

Ces deux points, qui revinrent souvent dans les discours prononcés par les délégués, étaient étroitement liés l'un à l'autre. Il est logique que ces ouvriers, qui se prononcèrent *en* faveur du système des conseils détenant la propriété des usines, ne voulurent, en aucune manière, reconnaître les partis qui pouvaient ou voulaient arracher cette propriété aux conseils.

Si l'on établit donc, comme on ne cesse de le faire depuis la révolution, avec raison d'ailleurs, que les ouvriers revendiquèrent un système multipartite, il ne faut pas « oublier » qu'ils voulurent des partis socialistes.

Donc, cette réunion prit nettement position en faveur d'un système où fonctionneraient plusieurs partis politiques. Nous analyserons plus tard ce problème fondamental du rapport entre les conseils et les partis. Mais retenons cette fois déjà que les ouvriers non seulement n'exclurent pas les partis mais les réclamèrent.

Les discours prononcés s'attachèrent plus, aussi, aux revendications générales dites nationales. Les délégués exprimèrent la volonté de leurs mandataires d'aboutir à l'évacuation des troupes soviétiques, à la réinstallation d'Imre Nagy, à la garantie des droits démocratiques, etc.

Un programme unanime se dessina lors de la réunion qui, en soulignant les revendications ouvrières et socialistes, s'attacha à celles d'ordre national. D'autant plus que les ouvriers virent le socialisme comme un système déterminé par les conditions nationales, et la nation fondée sur une société socialiste. Comme, plus tard, le Conseil Central Ouvrier écrivit :

« ... Nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous sommes prêts à défendre, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Mais nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique à la manière hongroise dans notre patrie indépendante et nous n'abandonnerons aucune des revendications de la révolution. »⁴¹

Discussion sur la ligne politique et problèmes d'organisation

Mais le comment de la réalisation pratique de ce programme bien formulé resta un problème. Bien que chacun des délégués ait souligné leur non-reconnaissance du gouvernement Radar et reconnu comme légal le gouvernement Nagy, personne n'avança de propositions concernant une politique pour le faire adopter.

À ce moment-là, le même intellectuel qui participa déjà à la réunion du Conseil Ouvrier Révolutionnaire d'Ujpest demanda la parole. Il essaya de développer la position des

⁴¹ A Nagy Budapesti Központi Munkastanács felhívása valamennyi üzemi, kerületi és megyei munkâstanâcshoz. 1956 november 27. (Appel du Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest à tous les conseils ouvriers d'usines, des arrondissements de la capitale et des départements. Le 27 novembre 1956.) Publié, *Études*, n° 4, 1960.

intellectuels, la même qu'il exposa déjà à la réunion d'Ujpest. Cette position s'appuya essentiellement sur le projet de Bibo, le complétant par l'idée que, pour sa réalisation, il n'y a d'autre force que celle des ouvriers.

Mais son discours se noya dans une cacophonie. L'ouvrier *de* l'usine *Egyesült Izzó* » qui tint la présidence mit en doute le droit de parole de l'intellectuel, car il lui sembla y voir l'influence du Conseil Ouvrier d'Ujpest, rival de l'usine « *Egyesült Izzó* ».

Pourquoi ne pas mentionner un certain esprit de rivalité qui fut perceptible entre quelques conseils de grosses entreprises et ceux d'arrondissements ? Le conseil de l'usine « *Egyesült Izzó* », lieu de travail des ouvriers évolués et demeure incontestable du mouvement des conseils rivalisa, par exemple, avec le conseil de son arrondissement, Ujpest. Mais il y eut autre chose : les ouvriers présents firent grande attention à ce qu'aucune influence non ouvrière ne se fasse valoir à la réunion. Ils voulurent que tout ce qui serait dit ou décidé ne vienne vraiment que des ouvriers.⁴²

Quand l'intellectuel, interrogé par le président, reconnut ne représenter aucune usine, son discours et le problème soulevé resta sans écho.

Il sembla que l'attitude des ouvriers d'« *Egyesült Izzó* » qui présidèrent la réunion, condamna celle-ci à n'être qu'une conversation sur la « grandeur du moment ». Ces ouvriers, braves, furent tellement attachés aux problèmes théoriques et de portée générale, que la réunion sembla oublier son but essentiel, la création du Conseil Central Ouvrier.

L'intellectuel, dans son discours, avait proposé une protestation auprès du gouvernement contre l'arrestation des membres du Conseil Ouvrier Révolutionnaire d'Ujpest. Lorsque les ouvriers de la présidence le mirent au pas, les délégués de Csepel prirent position en faveur de la proposition et les délégués les soutinrent. Alors eut lieu un petit incident qui provoqua la remise de l'initiative aux délégués, passant la présidence. La cacophonie revint aussi et ceux qui voulaient arriver à un résultat positif et concret craignirent un échec.

Alors, Bali commença à parler. Il raconta la conversation avec Kádár, résuma ses conclusions et dit aux délégués que, déjà, les ouvriers de « *Beloianis* » étaient au courant de cette négociation et avaient accepté ses propositions. Le point de départ des ouvriers — continua Bali -- devrait être basé sur leur non-reconnaissance du gouvernement Kádár. Mais, par contre, ils devraient créer un organe et l'imposer au gouvernement. Seul cet organe serait capable d'arracher à Kádár les concessions nécessaires. Les délégués devraient fonder le Conseil Central Ouvrier qui, s'appuyant sur la grève générale, résumerait les revendications ouvrières et transmettrait au gouvernement. Jusqu'à l'acceptation de ces revendications, la grève continuerait.

Les délégués, l'un après l'autre, prirent la parole et se déclarèrent favorables à la proposition de Bali. Le refus de Kádár, soulignèrent-ils, rend nécessaire une manifestation de force de la classe ouvrière de façon à ce qu'elle arrache l'acceptation de

⁴² D'après les renseignements de Mikleis Sebestyéi,

ses revendications et, en conclusion, augmente la nécessité de créer un Conseil Central Ouvrier.

L'unanimité remportée montra que la réunion aboutissait à son but, c'est-à-dire créer ce Conseil.

Mais plusieurs délégués voyaient plus loin. Certains émirent l'idée de construire de suite un conseil central national qui transmettrait la volonté des ouvriers de tout le pays. Cette proposition fut l'évidence même et c'est pourquoi beaucoup de délégués l'applaudirent. Pourtant, quelques-uns objectèrent, d'une part, que leur mandat n'était prescrit que pour la fondation d'un Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest, d'autre part, que l'absence de nombreux délégués de province ne permettait pas de prendre de décision sans eux.

Il est possible que l'approbation générale manifestée à propos de ces objections paraisse être une petitesse. D'autant plus qu'un Conseil National aurait pu être politiquement plus efficace, plus dangereux pour le gouvernement. Mais ce problème, à première vue purement organisationnel, nous permet d'exposer un aspect très important des conseils. À savoir que le problème du Conseil National fut envisagé par les ouvriers non seulement du point de vue de l'efficacité politique mais aussi et surtout dans un esprit démocratique.

Les ouvriers hongrois et leurs délégués virent, dans leur démocratisme, la plus grande valeur des conseils. Ils le virent dans le rapport qui lia étroitement les délégués à la classe ouvrière tout entière et dans lequel ces délégués ne furent que les chargés et exécutants de la volonté des ouvriers. Il est à noter que dans ce mouvement des conseils, les ouvriers, souvent, renvoyèrent les délégués qui s'écartèrent de leurs mandats. Ils n'aimaient pas des délégués trop « indépendants ». Il est donc compréhensible que les délégués apportèrent grande attention et précision afin que cette démocratie se fasse valoir, même dans les petits détails. Mais l'atmosphère générale de la révolution hongroise contribua, elle aussi, à renforcer cette attitude à assurer un démocratisme aussi large que possible. Or cette révolution éclata contre une dictature impitoyable qui supprima les plus petits signes d'une démocratie et négligea complètement la volonté populaire. Pour cette raison, la révolution hongroise fut, en quelque sorte, le champion de la démocratie, elle la porta comme un emblème. Elle voulut l'installer. C'est pourquoi l'étiquette démocratique joua un rôle aussi important dans l'attitude des révolutionnaires, tout comme les règles du menuet dans les bals de cour à Versailles.

Cette tentative à surveiller les règles de la démocratie fut démontrée plus d'une fois au cours de la réunion. À plusieurs reprises, les délégués soulignèrent que les conseils actuels n'étaient que provisoires et proposèrent des élections générales à bref délai dans les usines et dans les arrondissements afin de désigner des conseils jouissant de la confiance de toute la classe ouvrière.

Il est nécessaire de souligner ce phénomène important, parce que certains amis occidentaux de la révolution hongroise semblent parfois oublier l'importance de la démocratie politique et se sentent irrités devant l'attachement, exagéré à leurs yeux, des révolutionnaires hongrois (ou polonais) à cette démocratie. Mais il y a une autre raison plus importante encore. Cette tendance à rétablir ainsi une démocratie directe, par conséquent une démocratie tout court et sans manœuvre, souleva déjà à cette réunion

constituante une contradiction qui marquera plus ou moins l'activité du Conseil Central Ouvrier. Il s'agit d'une contradiction qui demeure entre les exigences de l'efficacité politique et le caractère attaché à un système- -social et politique nouveau des conseils ouvriers. Or, pour être efficace sur le plan politique, il faut choisir des tactiques et méthodes sensiblement différentes *de celles* qui sont exigées pour la construction d'une société nouvelle basée sur la démocratie ouvrière.

Dans le cas concret du Conseil Ouvrier National, par exemple, la formation de cet organe aurait donné aux ouvriers un poids politique beaucoup plus grand et plus efficace. Il est certain, en effet, que le gouvernement se serait trouvé dans une situation beaucoup plus embarrassante. D'autre part, la formation de ce Conseil peut-être aurait mobilisé plus facilement les ouvriers de province et les aurait mieux entraînés.

Mais ce n'est qu'une hypothèse et comme telle, elle n'est pas aussi bonne qu'elle ne paraît. L'attachement, peut-être étonnant, de ces ouvriers au démocratisme fut payant comme on l'a vu plus tard, car il facilita l'adhésion au Conseil Central Ouvrier de certains conseils ouvriers dynamiques de province (par exemple ceux de mineurs au nord du pays) qui critiquèrent pendant un certain temps la politique adoptée par le Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest⁴³. Ainsi, l'« efficacité » politique n'est pas toujours la plus efficace.

Il est intéressant de constater que ces ouvriers, qui trouvèrent assez difficilement le moyen d'exprimer leur force, la poussèrent plus loin, dès qu'une forme leur fut proposée. La proposition de construire un Conseil National révéla et montra l'intention instinctive des ouvriers d'établir leur pouvoir à part. Cependant, malgré ce désir exprimant leur force, les possibilités du moment ne permirent pas sa réalisation.

La réunion décida former le Conseil Central ouvrier du Grand Budapest, et de rendre publique cette nouvelle aux ouvriers présents dans la salle des fêtes de l'usine. Mais les participants sentirent qu'une telle annonce ne suffirait pas à satisfaire les ouvriers qui attendaient surtout un plan d'action.

La réunion passa donc de suite à la discussion des tâches pratiques du Conseil. Participants, délégués et non délégués, tous émirent en même temps leurs avis et il en résulta un grand désordre. Chose curieuse, les ouvriers, cette fois, se rendirent compte qu'une telle réunion, désorganisée, était incapable de formuler les décisions et sentirent qu'ils avaient besoin d'un organe exécutif. Une proposition naquit de constituer un comité formé si possible d'un membre de chaque arrondissement et désigné pour préparer une décision qui sera mise au vote.

Voilà la naissance de l'organe exécutif qui, plus tard, deviendra le Conseil Central, sans pour autant perdre Ses liens avec les ouvriers et devenir un organe dirigeant au sens habituel du mot. Avant d'examiner la composition de cet organe, constatons, comme un phénomène propre aux conseils ouvriers hongrois, que chaque pas conduisant à la formation du Conseil Central fut fait lentement et uniquement par la force contraignante des

⁴³ Nous n'évoquons ce fait qu'à titre d'exemple. Cette étude sur la formation du Conseil Central Ouvrier ne veut pas aborder toute son histoire.

circonstances. Les ouvriers hongrois n'eurent pas ou très peu d'idées et théories élaborées d'avance et durent apprendre progressivement ce qu'ils devaient faire. Et cela fut valable aussi pour les affaires d'organisation les plus simples. Ainsi, leurs expériences, même dans les moindres détails, furent véritablement ouvrières et reflétèrent les intentions authentiques de la classe ouvrière hongroise.

Hélas, il est impossible, et peut-être à jamais, de reconstruire la liste complète de ces 20 à 22 personnes qui se retirèrent pour formuler la décision ; néanmoins, nous en connaissons quelques-unes dont voici la liste par ordre alphabétique :

Babai Jozsef, délégué de la Compagnie des Tramways, qui deviendra le secrétaire et, comme tel, responsable des affaires administratives du Conseil Central.

Balázs Arpád, ouvrier de l'usine des Machines d'Extraction, délégué d'Ujpest.

Balázs Jozsef, tourneur de l'usine « Magyar Acél », délégué du XIII^e arrondissement. Ancien militant du « Syndicat des Métallos », membre du parti communiste après 1945. L'un des promoteurs du Conseil Central Ouvrier qui deviendra son porte-parole. L'aîné des membres.

Balázs Sándor, serrurier-outilleur, ancien militant du « Syndicat des Métallos ». Représentant de l'usine « Egyesült Izzó ».

Bali Sándor, serrurier-outilleur, délégué du XI^e arrondissement et de l'usine « Beloianis », âgé de 38 ans environ. Nous en avons parlé précédemment.

Dévényi, ouvrier, délégué du « Combinat Métallurgique et Sidérurgique de Csepel ». (Plus tard, il sera soupçonné de représenter les intérêts du gouvernement et écarté du Conseil.)

Kalocsai György, ingénieur chimiste, âgé de 32 ans environ. Délégué de l'usine d' « Huile Végétale de Csepel » et de Csepel. Il deviendra vice-président du Conseil.

Karsai, serrurier-ingénieur, ouvrier de l'usine « Radiateur », âgé de 26 ans. Délégué du X^e arrondissement.

Sebestyén Miklós, ingénieur, âgé de 26 ans, délégué de la Régie Optique Hongroise ». Il sera plus tard chargé des affaires de presse.

Töke Ferenc, serrurier-outilleur, délégué du XIV^e arrondissement et de l'usine d' « Appareils Téléphoniques ». Étudiant-ouvrier à l'Université Polytechnique, âgé de 26 ans. Il sera chargé, plus tard, des affaires d'organisation du Conseil Central.

Bien que cette liste soit incomplète, néanmoins, elle permet d'examiner la composition du Conseil Central Ouvrier, car la proportion restera plus tard à peu près semblable.

Tout d'abord, notons que sa composition fut faite tout comme celles des conseils d'usine, d'un mélange très proportionné de membres jeunes et plus âgés. La présence relativement grande de jeunes refléta le caractère dynamique et combatif de la révolution. Mais la participation massive des jeunes qui, plus tard, augmentera encore sensiblement, démontre un fait intéressant sur le plan politique.

Ces jeunes gens furent éduqués dans une démocratie populaire. Ils eurent donc des expériences tout à fait différentes de celles qu'eurent leurs camarades ou précurseurs dans un système capitaliste. Ils connurent la politique communiste ainsi que la propriété nationalisée, la planification, etc. Qui plus est, ils ne connurent que ce système. Ils furent des jeunes gens difficilement compréhensibles pour ceux qui ne connaissent pas parfaitement la vie ouvrière dans une démocratie populaire. Pourquoi ? Parce que *ces* jeunes surent apprendre, d'une façon organisée, les principes et les idées socialistes et s'identifièrent à ces idées tout en repoussant le système, jusqu'alors connu, du socialisme. Contradiction, dites-vous. Mais n'y a-t-il pas quelque chose de très prometteur dans une situation où les ouvriers repoussent énergiquement un socialisme venant d'en haut, pour entreprendre de bâtir le leur ? Si le socialisme se veut d'être l'affaire des ouvriers au lieu d'être celles des appareils, ne faut-il pas le déposer entre les mains ouvrières ?

Mieux encore, ces ouvriers du Conseil Central apprirent beaucoup de choses. Ils surent très bien que, pendant des années de démocratie populaire, plusieurs changements et transformations furent acceptables et qu'avec raison on peut parler de conquêtes socialistes. D'autre part, ils surent aussi que les pièges à éviter, dans la majorité des cas, sont ceux qui paraissent les plus fascinants aux yeux de ceux qui ne connaissent pas l' « expérience socialiste ».

En parlant des conquêtes qu'ils voulurent conserver, notons-en une très importante, celle de la large possibilité d'éducation. Ce fut, et elle l'est encore, une conquête véritable pour les ouvriers qui purent en masse s'instruire facilement dans les écoles et universités.

Il est remarquable, par exemple, que dans cette liste citée ci-dessus, nous trouvons trois jeunes (Karsai, Sebestyén, Töke) qui, tous, devinrent ingénieurs dans la démocratie populaire. Töke, seule exception, n'avait plus à obtenir que son diplôme en 1956. Lui-même, Töke parla ainsi de ce phénomène :

Parmi les ouvriers, beaucoup étaient instruits. Pendant ces dix années écoulées (de la démocratie populaire Nda), nous ne faisons rien d'autre qu'apprendre, évitant ainsi les brochures du parti... Les ouvriers aimaient beaucoup les ingénieurs, anciens ouvriers, plus que les autres personnes de l'administration, parce qu'ils étaient avec eux dans les usines et se mêlaient à eux amicalement. » ⁴⁴

Voyons la composition selon l'expérience politique. En ce qui concerne les jeunes, il n'y a rien à ajouter. Quant aux membres plus âgés, Sándor Bali, Jozsef Balázs et Sándor Balázs, ils participèrent à la lutte ouvrière dans le « Syndicat des Métallos » pendant de longues années avant 1945. Ce syndicat fut le plus combatif pendant le régime horthyste et même avant, et ses luttes révolutionnaires lui valurent toute une gloire et le rôle incontestable d'avant-garde ouvrière. Beaucoup d'ouvriers révolutionnaires et expérimentés sortirent de ses cadres.

Passons maintenant à la composition selon les spécialités ouvrières. Parmi ces dix membres, il y eut sept métallos et, plus tard, huit avec Sándor Râcz. En même temps, il y eut quatre ingénieurs dont trois jeunes « ouvriers ». Il est très intéressant de savoir que

⁴⁴ Témoignages. Pièces du Conseil Central Ouvrier.

plusieurs d'entre ces métallos furent serruriers-outilleurs : Sándor Bali, Sándor Balázs, Ferenc Töke et plus tard encore Rácz. Fait intéressant, car il est connu que le travail du serrurier-outilleur exige une intelligence développée. Le serrurier-outilleur travaille indépendamment, car, en général, il forme les modèles et, par conséquent, son travail est incompatible avec la série. On dit que le serrurier-outilleur est le noble des métallos. En Hongrie, par exemple, cette couche d'ouvriers donna beaucoup de combattants remarquables au mouvement ouvrier depuis des décennies.

Ces ingénieurs-ouvriers, jeunes et dynamiques, ces ouvriers plus âgés et expérimentés dans la lutte ouvrière sous le régime capitaliste, se retirèrent donc pour exprimer la volonté de la classe ouvrière de Budapest et formuler les décisions.

La naissance du Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest et ses premières décisions

Hélas, ces ouvriers ne dressèrent pas de procès-verbaux. Ils ne voulurent laisser aucune trace susceptible d'arriver jusqu'aux services du gouvernement. Mais l'historien, comprenant très bien cette attitude, se trouve cependant dans l'impossibilité de narrer la discussion qui se déroula entre ces 20-22 personnes. Discussion qui fut, cela nous le savons, très animée et relativement longue et qui, finalement, formula la décision.

Ils prirent position en faveur de la proposition de Bali et décidèrent de former le Conseil Central du Grand Budapest, déclarant qu'ils n'avaient pas le droit de fonder un conseil National. D'autant plus, comme ces délégués l'expliquèrent plus tard, que même une partie des usines de Budapest ne fut pas représentée. C'est pourquoi, leur première tâche fut de provoquer leur adhésion et ainsi de consolider le Conseil Central Ouvrier.

« Le Conseil Central Ouvrier donna son accord à la proposition suivante : des conseils ouvriers doivent être constitués dans chaque arrondissement de Budapest, sous la direction des plus grandes usines, et doivent envoyer leurs délégués au Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest. » ⁴⁵

Le Conseil Central voulait donc, en premier lieu, se renforcer, se constituer solidement et s'enraciner profondément dans la classe ouvrière. Ce renforcement lui était nécessaire pour mieux lutter contre le gouvernement. L'assurance de sa représentativité fut une tâche primordiale, car uniquement le lien indissoluble avec les ouvriers lui donna la force nécessaire. La première des préoccupations du Conseil fut donc d'ordre organisationnel et non point programmatique. La lutte pratique, le mouvement l'emporta sur les considérations de programme.

Mais en même temps, le Conseil décida de prendre contact immédiatement avec le gouvernement pour l'informer de la formation du Conseil et présenter ses revendications. Pour cette raison, le comité des délégués formula une décision englobant la création du Conseil et ses revendications. La voici :

⁴⁵ The Workers' Councils in Hungary, by Miklós Sebestyén. Workers' Participation in Management. An International Seminar Under the Auspices of the Congress for Cultural Freedom, Vienna, Staats-archiv. (Ronéotypé.)

« Aujourd'hui, le 14 novembre 1956, les délégués des conseils ouvriers d'arrondissements ont formé le Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest. Le Conseil Central Ouvrier a reçu le pouvoir de négocier au nom des ouvriers de toutes les entreprises situées sur le terrain de Budapest, et de décider de l'arrêt ou de la reprise du travail. Nous proclamons notre rigoureux respect des principes du socialisme. Nous considérons les moyens de production comme propriété collective que nous sommes toujours prêts à défendre.

1. Nous, les ouvriers, estimons que le rétablissement du calme et de l'ordre exige l'attribution de la direction à une personnalité jouissant de la confiance du peuple. Nous proposons donc que le camarade Imre Nagy assume la direction du gouvernement.
2. Nous protestons contre le fait qu'au sein des nouveaux organes de sécurité, on nomme les membres des anciens services de sécurité de l'État (AVH). Nous voulons que les hommes constituant ces nouveaux organes de sécurité soient recrutés parmi les jeunes révolutionnaires, les membres de la police et de l'armée restés fidèles au peuple et les ouvriers d'usines. Le nouvel organisme de sécurité ne peut en aucun cas assurer la défense d'intérêts de parti ou de particuliers.
3. Nous exigeons qu'une liberté absolue soit garantie à tous ceux qui luttent pour la liberté, entre autres à Pal Maléter et à ses camarades. Nous demandons la libération de tous les détenus actuels.
4. Nous demandons le retrait rapide des troupes soviétiques afin que l'amitié entre notre pays et l'U.R.S.S. soit renforcée. La possibilité d'une reconstruction pacifique de notre pays doit nous être garantie.
5. Nous revendiquons que la Radio et la Presse ne diffusent plus des informations qui ne correspondent pas aux faits.
6. Tant que nos exigences ne seront pas satisfaites, nous ne permettrons que le fonctionnement des entreprises indispensables pour assurer la vie quotidienne de la population. Les travaux d'entretien et de reconstruction ne seront poursuivis que dans la mesure où ils répondent aux besoins immédiats de l'économie nationale.
7. Nous exigeons l'abolition du système uni parti et la seule reconnaissance des partis se fondant sur le socialisme.
8. Le travail sera repris dès que nous recevrons des réponses satisfaisantes. » ⁴⁶.

La nature générale de cette décision est principalement politique comme Ernő Király l'a écrit aussi dans l'ouvrage cité (p. 39). Le Conseil Central Ouvrier se présenta donc comme un organisme politique qui, sachant bien son pouvoir, réclame l'acceptation de ses revendications.

⁴⁶ Cité par Király, Ernő. Die Arbeiterselbstverwaltung in Ungarn. Aufstieg und Niedergang 1956-1958. München, Südost-Institut, 1961, p. 111.

Cet organisme comme l'analyse de la décision le démontre, se basa sur trois principes fondamentaux.

Premièrement, socialiste et ouvrier, il se montra résolu à proclamer et défendre les principes suivants :

- a) propriété collective des moyens de production ;
- b) intégration des ouvriers au service de sécurité ou de la milice ouvrière ;
- c) activité de plusieurs partis socialistes.

Il faudrait ajouter un quatrième principe qui ne figura pas dans le texte mais qui coule de source : le système des conseils ouvriers.

Deuxièmement, le Conseil Central Ouvrier apparut comme le porte-parole de la nation, du peuple hongrois, dans sa lutte pour l'indépendance contre l'envahisseur étranger. En comprenant les revendications nationales parmi les revendications ouvrières et socialistes, il s'identifia à la lutte nationale et devint le représentant le plus qualifié de la nation. N'ayez crainte ! *Cette* nation qui fut représentée par le Conseil Central Ouvrier ne fut point un complexe bourgeois mais une société, un ensemble de gens et de groupes ayant la langue et des traditions communes et désirant former un socialisme. D'autre part, le Conseil, en protestant contre l'intervention soviétique, *ne* fut nullement purement anti-soviétique, car il réclama l'évacuation « afin que l'amitié entre notre pays et l'U.R.S.S. soit renforcée ».

Troisièmement, le Conseil, tout en représentant les ouvriers et le peuple et en ne reconnaissant pas le gouvernement Kádár, ne s'octroya point le pouvoir. Il demanda simplement qu'il soit donné à un gouvernement dirigé par Imre Nagy. Nous essayerons d'analyser plus loin si cela fut une défaillance ou non. Pour l'instant, nous ne faisons qu'enregistrer le fait en ajoutant que le Conseil Central Ouvrier se déclara représentant des ouvriers *de Budapest* et, par ce fait seul, il limita son rôle à n'être qu'un organe politique, certes, mais non un pouvoir représentant du pays.

Notons aussi que cette décision ne fut pas un programme. Le Conseil Central voulut composer « seulement » des revendications fondamentales en annonçant sa formation. Comme représentant ouvrier, il résuma les demandes ouvrières, ne réclamant d'autre rôle que celui d'intermédiaire.

La décision, pourtant, parla d'une position de force. Si le Conseil Central ne revendiqua point le pouvoir, par contre, il eut celui de remettre le pays en route. Ce ne fut pas par hasard que la décision mentionna à trois reprises la grève. Elle précisa que seul le Conseil peut décider de l'arrêt ou de la reprise du travail. Remarquons que par cette déclaration, d'une part, le Conseil Central écarta les syndicats en se considérant, pour le moment, comme *seul* représentant des ouvriers, d'autre part, il indiqua l'importance de portée politique que représentait la grève. Ensuite, pour rassurer la population, il déclara la reprise du travail dans les entreprises « indispensables pour assurer la vie quotidienne de la population ».

Mais le huitième point fut un avertissement sévère envers le gouvernement : « le travail sera repris dès que nous recevrons des réponses satisfaisantes ».

On peut donc constater qu'à la réunion constituante, les ouvriers ne voulurent pas envisager un compromis mais faire accepter, par la grève générale, leurs revendications totales.

Après avoir rédigé la décision, le comité des délégués désigna le groupe qui devait rencontrer Kádár, le soir même. Douze ou quinze membres de la séance furent désignés pour former la délégation dirigée par Dévényi, délégué de Csepel ⁴⁷.

Ils choisirent comme président provisoire le délégué de l'arrondissement promoteur (Ujpest), Arpád Balázs. Par contre, les délégués présents négligèrent d'inviter Sándor Balázs ; celui-ci étant aussi d'Ujpest, représentant de l'usine « Egyesült Izzó ». Il en fut blessé mais, plus tard, il participa cependant aux travaux du Conseil Central.

Enfin, toutes les différentes décisions furent approuvées et soumises aux ouvriers présents qui les votèrent unanimement. Ainsi naquit le Conseil Central du Grand Budapest qui s'engagea dans une vie courte et combative, mais riche d'événements et d'expériences.

Personne n'ignore que le Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest se forma, le 14 novembre, sur l'initiative des grosses entreprises pour qu'il coordonne le travail des conseils ouvriers d'usine et qu'il représente ses revendications. »⁴⁸.

⁴⁷ Nous possédons des faits contradictoires concernant le nombre de membres de cette, délégation. Dans son témoignage, Ferenc Töke parle de six membres, tandis que Miklós Sebestyén se souvient très bien d'un nombre relativement grand, au moins 12. Le numéro du 15 novembre de *Népszabadság* parla d'une délégation de dix-neuf membres.

⁴⁸ Appel du Conseil Central Ouvrier... Voir note 41.

Formation de la politique et de la tactique du Conseil Central

Il est hors de doute que le Conseil Central Ouvrier naquit le 14 novembre. Mais sa formation ne fut pas terminée par ce fait. Les événements des jours précédents firent partie intégrante de sa formation et le processus de celle-ci continua et engloba encore le jour suivant. Nous sommes témoins jusqu'ici de sa constitution sur le plan d'organisation, examinons maintenant la formation de sa politique et de sa tactique.

Rencontre de la délégation du Conseil avec Kádár

Nous possédons de nombreuses informations différentes concernant cette négociation avec Kádár⁴⁹. Leur présentation des faits est plus ou moins convergente.

Kádár sut très bien, cette fois, qu'il ne s'agissait pas uniquement de conseils d'usine ni d'une délégation de grosses entreprises provisoirement unies. Il mesura alors que beaucoup de choses dépendraient des résultats de la première rencontre du Conseil Central Ouvrier et du gouvernement. Il adopta une attitude conciliante.

Les ouvriers, par contre, vinrent avec l'idée d'arracher au gouvernement une réponse favorable à leurs revendications. Ils ne pensaient pas à un compromis, ils étaient conscients de leur force et savaient que le gouvernement ne pouvait rien faire contre la grève.

La délégation présenta la décision revendicative du Conseil, adoptée quelques heures plus tôt.

Voyons la réponse de Kádár.

Il évita prudemment de donner une réponse globale qui n'aurait pu être qu'une discussion « dangereuse » sur la signification de la naissance du Conseil Central Ouvrier. Il employa une « méthode de morcellement et répondit à chaque point l'un après l'autre.

Pour le premier point, il déclara qu'Imre Nagy se trouvait à une ambassade étrangère et qu'il était donc impossible de s'entretenir avec lui. Il n'est pas exclu, continua-t-il, que Nagy quittera l'ambassade yougoslave et, en ce cas, une négociation pourra avoir lieu et peut-être même un accord.

A la revendication concernant le système à plusieurs partis socialistes, Kádár répondit :

« Considérons la position de monopole du Parti. Nous voulons un système multipartite et des élections vraiment libres. Nous savons que ce ne sera pas facile, car le pouvoir des ouvriers, s'il peut être annihilé par la force, peut l'être également par une liberté de vote. Nous devons envisager la possibilité de subir un échec total aux élections, mais, si nous entreprenons une compétition électorale, le parti communiste peut retrouver la confiance des masses

⁴⁹ Témoignages. Pièces du Conseil Central Ouvrier.

Népszabadság, le 15 novembre 1956 (en français, l'essentiel, voir : Lasky, *op. cit.*, pp. 264-265). *Report of the Special Conintittee on Hungary. Op. cit.*, vol. II, pp. 133-134.

laborieuses. (Mais)... chasser les communistes du Parlement conduirait inévitablement à la défaite du socialisme et du pouvoir populaire. »

Il ajouta que même si les dirigeants de certains partis acceptaient le socialisme, finalement, leurs propres partis, à cause de leur composition sociale, les écarteraient. Par conséquent, seul un parti ouvrier est capable de défendre les usines et la terre. Visiblement, il « oublia » que les ouvriers, eux aussi, n'accepteraient que des *partis* socialistes, et ils ne parlaient pas des *dirigeants* socialistes. Et puis, si un parti écartait ses dirigeants socialistes et se transformait en un parti dit bourgeois, les ouvriers seraient les premiers à le contrer.

Kádár passa à un autre point important : l'appel à l'armée soviétique, dit-il, fut inévitable et nécessaire.

« Au cours des derniers événements, nous avons été témoins de manifestations ouvrières en faveur de la grève. Nous nous rendons compte que l'ensemble de ce mouvement ne peut être qualifié de contre-révolution, mais nous serions aveugles si, mise à part l'indignation profonde que pouvaient ressentir les ouvriers en raison des erreurs graves qui ont été commises et du peu d'importance qu'on accordait à leurs revendications, nous méconnaissions la présence évidente de manifestations contre-révolutionnaires. »

Kádár qualifiait ici de contre-révolution certaines manifestations de forces réactionnaires de droite, fait qui ne fut jamais discuté. Mais précisément, une révolution est toujours une lutte complexe où plusieurs tendances, d'un extrême à l'autre, participent. Mais, cependant, on ne qualifie jamais la révolution française d'après la révolte de la Vendée ou la révolution russe d'après la révolte des cosaques. Sans parler du fait que dans la révolution hongroise, il n'y eut point de révolte ide cosaques. Personne, ni un marxiste comme Kádár, ni un autre n'oserait juger avec une telle légèreté un bouleversement social d'après quelques slogans ou manifestations insignifiantes, sans analyser sérieusement les forces véritables de la société et leurs intentions.

Non, la seule contre-révolution *sérieuse* vint de gauche contre laquelle, d'ailleurs, les ouvriers se dressèrent. Si Kádár avait voulu combattre la contre-révolution de droite, il se serait appuyé sur les ouvriers armés. Pourquoi ne le fit-il pas ? Pourquoi justifia-t-il, plus ou moins directement, la grève des ouvriers si, en même temps, il négligea de parler du retrait des troupes soviétiques ? Or, il est caractéristique que si, dans sa réponse, Kádár essaya d'expliquer la présence soviétique, il se garda bien, par contre, d'aborder les prétendues négociations concernant son retrait.

Quant à la revendication touchant les services de sécurité, Kádár remarqua que les responsables de crimes anciens en avaient été écartés et qu'il était déplacé donc de critiquer les services actuels. Il ne dit pas un seul mot sur la participation ouvrière.

En ce qui concerne les formes, la réponse de Kádár fut explicite et conciliante. Elle ne manqua même pas d'un côté poli, mieux encore, elle fut, d'une certaine manière, un compte rendu. Mais quant au fond, il ne céda pas un point. La délégation attendit vainement une seule vraie réponse.

Puis vint le problème de la grève. Kádár déploya des arguments de nature capitaliste pour que les ouvriers, dans l'intérêt de la population, reprennent le travail.

« Il demanda aux membres de la délégation d'examiner la situation de plus près. Ils se rendraient compte que la poursuite de la grève ne ferait que provoquer l'inflation et la famine. Selon lui, le temps pressait ; dans une semaine ou deux, nous deviendrions les mendiants du monde... »

Les membres de la délégation insistèrent sur la situation internationale de la Hongrie et soulevèrent le problème de la neutralité. La réponse de Kádár expliqua non seulement le fait accompli créé par l'Union Soviétique mais aussi sa situation personnelle. Il déclara notamment que le sens d'une telle revendication ne demeurerait pas dans un souhait ou désir mais dans un rapport de force international. C'est vrai, mais pourquoi ne pas essayer de changer quelque peu ce rapport de force ? Kádár se contenta de dire que ce problème n'avait aucune actualité pour le moment.

Répondant à une autre question, il déclara définitivement

« ... que personne ne serait puni pour avoir participé au grand mouvement populaire de ces dernières semaines. Il insista également sur le fait qu'un accord avait été conclu avec les autorités soviétiques compétentes pour que personne ne soit déporté hors de Hongrie... »

L'entretien prit fin. Il était évident que Kádár ne pouvait céder en rien. Or une concession de la part du gouvernement aurait augmenté le pouvoir et l'influence du Conseil Central Ouvrier qui aurait pu porter atteinte au destin du gouvernement. Politiquement donc, la première confrontation clarifia les points opposés mais fit match nul.

Cependant, l'analyse des revendications et de la réponse de Kádár relève une opposition plus fondamentale encore et laisse voir deux conceptions antagonistes.

Comme nous l'avons vu, le Conseil se basa sur la conception du socialisme qui prend son point de départ de l'initiative autonome des ouvriers. Par contre, les réponses de Kádár montrèrent une conception différente. Selon lui, la vraie force et base du socialisme est l'appareil. Pour Kádár, le système à plusieurs partis socialistes ferait échouer le socialisme dont le vrai avenir est assuré uniquement par le monopole du parti communiste. Et ce ne sont pas les ouvriers armés qui seraient capables de défendre les conquêtes socialistes mais les services étatiques de sécurité et l'armée, non moins étatique, soviétique.

La conclusion est que ce fut une conversation entre des ouvriers et un « apparatchik » du pire stalinisme. Mieux encore, ce fut un apparatchik plein d'assurance qui n'eut qu'un souci, neutraliser ce mouvement populaire. Il est très vraisemblable qu'à ce moment-là déjà Kádár s'inquiétait de savoir s'il s'agissait d'un vrai mouvement populaire ; cela explique son attitude polie et conciliante. Mais il jugea que la force et le pouvoir de ce mouvement seraient limités, ce qui explique son attitude ferme quant au fond des revendications.

Discussion sur la tactique à suivre

Le lendemain, 15 novembre, les membres du Conseil Central Ouvrier se réunirent de nouveau à Ujpest dans l'usine « Egyesült Izzó ». Il fallait discuter de la situation après la négociation avec Kádár et déterminer la politique à suivre. L'échec de la rencontre avec Kádár fit sentir à chacun la nécessité de progresser et de préciser une tactique plus efficace. Il leur semblait nécessaire de formuler une position qui tiendrait compte de la situation donnée et essaierait d'obtenir un compromis avec le gouvernement.

Bali exposa sa proposition : le Conseil Central devrait continuer à ne pas reconnaître le gouvernement Kádár tout en n'ignorant pas, malgré tout, son existence. Pourtant, la situation est telle, continua Bali, que force nous est de négocier avec ce gouvernement puisqu'il est — du moins sur le papier — le dirigeant du pays. Ainsi, selon Bali, la non-reconnaissance — *de jure* — du gouvernement ne peut entraîner une attitude — *de facto* — étrangère à ce même gouvernement. D'autant plus, argumenta-t-il, que la grève générale ne peut continuer à l'infini. Les ouvriers n'ont pas des réserves alimentaires et financières et ces raisons les obligeront à reprendre le travail. Ainsi s'étouffera la grève générale.

D'autre part, Bali expliqua aussi que les conseils ouvriers ne pouvaient fonctionner que si les usines travaillaient, c'est-à-dire en présence des ouvriers. Continuer la grève à tout prix conduira, tôt ou tard, à un mécontentement des ouvriers et isolera les conseils vis-à-vis d'eux. Ainsi, la grève s'effondrera et par ce fait, l'envergure de la classe ouvrière déclinera.

Par contre, proposa Bali, si le Conseil Central, en échange de concessions arrachées au gouvernement, décide la reprise du travail, du même coup, il sera capable de garder intacte la combativité des ouvriers. Qui plus est, les conseils ne s'isoleront pas des ouvriers grâce à un contact permanent dans les usines. Bali attira l'attention des membres du Conseil sur la situation vraiment catastrophique du pays. Sur ce point, Kádár avait raison. La grève générale arrêtera la vie ; ce n'est pas une politique mais une arme qui, dès maintenant, frappera le peuple plus que le gouvernement⁵⁰.

Le Conseil Central Ouvrier se trouva donc en face d'un problème grave. Il sut très bien que la réponse de Kádár était un défi le mettant devant un dilemme. Le Conseil ne voulut pas pousser la lutte jusqu'à l'extrême. Il ne resta donc plus qu'à rechercher un compromis. En ce qui concerne ce dernier, une question importante se posa : comment arracher ce compromis, car le gouvernement ne montra aucun signe favorable, et comment le garantir ? Il y eut un autre problème. Quels droits et possibilités devrait-on arracher et garantir aux ouvriers dans ce compromis ?

La proposition de Bali fournit une réponse. Selon lui, il fallait déclarer le droit de grève et arracher, en échange de la reprise du travail, quelques concessions importantes.

⁵⁰ Témoignages. Pièces du Conseil Central Ouvrier.

L'idéologie du mouvement ou le problème du pouvoir ouvrier

Nous ne voulons pas exposer et analyser l'idéologie tout entière du mouvement. Pour une telle analyse, il faudrait traiter l'histoire complète des conseils ouvriers. C'est pourquoi nous nous contentons seulement de soulever quelques problèmes concernant le pouvoir et l'attitude du Conseil Central devant ces problèmes. Bien entendu, nous sommes contraints de n'en analyser qu'une partie puisque l'histoire de la formation du Conseil Central Ouvrier ne fournit que peu d'éléments. Néanmoins, il est nécessaire de considérer quelques aspects du problème en soulignant toutefois qu'un jugement définitif ne peut être donné qu'après une analyse détaillée de toute l'histoire des conseils.

Le Conseil Central Ouvrier aurait-il dû envisager la prise du pouvoir politique ou, au contraire, aurait-il dû développer une lutte pour arracher des concessions au régime installé après le 4 novembre ? Voici une question qui appelle une réponse claire et sans équivoque.

On pourrait discuter longuement ce problème théorique et politique. Nous essaierons, d'abord, de l'exposer théoriquement, c'est-à-dire de résumer la conception du Conseil Central Ouvrier et de ses membres qui, notons-le bien, fut conforme à l'opinion générale des ouvriers.

Nous connaissons, d'une manière exacte, l'opinion de trois membres importants du Conseil. Sebestyén et Töke, dans leurs témoignages, parlent plusieurs fois de l'intention des ouvriers de constituer un organe représentatif qui soit capable de négocier en leur nom. Les délégués se réunirent alors uniquement avec le but de créer un tel organe, car les ouvriers ne voulaient pour les représenter ni du parti ni du syndicat. Il s'agissait donc de former un centre pour coordonner la lutte des conseils. Comme l'écrivit la décision du Conseil Central le 14 novembre, il avait le pouvoir « de négocier au nom des ouvriers ». Il nous paraît clair que les ouvriers ne pensèrent pas à la prise du pouvoir le discours de Bali le montre bien.

Sebestyén, par exemple, écrit :

« Un organe uni était nécessaire... qui représenterait le pays entier et qui serait acceptable, en tant que partenaire de négociation, aussi bien pour le commandement militaire soviétique que pour le gouvernement Kádár. »⁵¹

Il s'agissait donc de former un organe représentant les ouvriers pour l'opposer au gouvernement Kádár et le contraindre de reculer et d'accepter les revendications. Bref, le Conseil fut envisagé comme un organe d'opposition.

Mais il faut donner raison, au moins théoriquement, à Edvard Kardelj qui, en parlant de la révolution hongroise devant l'assemblée nationale yougoslave, déclara :

« ... Fait caractéristique, les masses ouvrières prenaient position pour les conseils ouvriers unis et pour leur unification à une échelle plus élevée dans le but d'exercer une influence directe sur le pouvoir central de l'État. Ce fait prouve, en lui-même, que la classe

⁵¹ *The Worker's Councils in Hungary*, by Miklós Sebestyén. Op. cit.

ouvrière de la Hongrie — malgré le chaos idéologique dans lequel elle était — trouvait la juste route menant au pouvoir... »⁵²

Nous soulignons ici deux points importants. Premièrement, une opposition politique, en elle-même n'est jamais statique. En d'autres termes, elle tend toujours à passer à l'attaque du pouvoir politique et ceci, malgré l'opinion de ses dirigeants. La nature de la lutte politique oblige, tôt ou tard, n'importe quel mouvement d'opposition de partir à l'assaut du pouvoir. D'ailleurs, Sebestyén lui-même parle d'un organe « qui représenterait le pays entier ». Il est inconcevable de parler d'un tel organe sans envisager la possibilité de la prise du pouvoir.

Il y a donc une contradiction ici. Les ouvriers ne voulurent pas, et leur Conseil Central le déclara, prendre le pouvoir mais en pratique, ils firent tout pour y arriver notamment. Ils organisèrent une opposition politique à la fois puissante et dynamique. Cette contradiction caractérisa la formation du conseil Central ouvrier, mais son évolution sera un des problèmes les plus intéressants de l'histoire du Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest. Mais il nous paraît plus compliqué que ne le pense Kardelj dans son jugement, selon nous trop hâtif.

Cependant, il y a une chose qui doit être analysée. Pourquoi les ouvriers hongrois et les membres du Conseil Central Ouvrier ne voulurent-ils pas conquérir le pouvoir politique dès la formation du Conseil ?

Bali, par exemple, dans son discours, souligna que les conseils sont des organes d'usine et il argumenta que le Conseil Central ainsi que les conseils en général ne peuvent être forts que si les ouvriers sont dans les usines et ainsi en rapport direct avec leurs conseils. Il n'envisagea pas, apparemment, la transformation de ce rapport en un rapport *territorial*. Bien entendu, dans ce cas, les conseils deviendraient des organes territoriaux se détachant des usines. Bali n'exclut pas les conseils territoriaux mais il les vit comme une union des *délégués* d'usines. Pour lui, la base fut l'usine et non le territoire. Il s'ensuit logiquement que dans sa conception les conseils ne furent pas essentiellement des organes politiques de la classe ouvrière ; leur fonction n'était que provisoire.

Les raisons de refus de la prise de pouvoir furent d'ordre théorique et politique. D'après la position théorique de Bali, c'était impossible de charger les conseils du pouvoir. Bali lui-même expliqua plus tard son hostilité envers la prise du pouvoir. Lors d'un entretien avec le gouvernement, le 25 novembre, il dit :

« C'est la classe ouvrière qui a mis sur pied les conseils ouvriers, lesquels sont, pour le moment, les organisations économiques et politiques qui ont derrière elles la classe ouvrière... Nous savons bien que les conseils ouvriers ne peuvent être des organisations politiques. Qu'on comprenne que nous nous rendons pleinement compte de la nécessité d'avoir un parti politique et un syndicat. Mais, étant donné que, pour le moment, nous n'avons pas la possibilité pratique d'instaurer ces organisations, nous sommes contraints de concentrer toutes ces forces en un seul endroit en attendant la suite des événements. Nous ne devons pas et nous ne pouvons pas parler des syndicats avant que les ouvriers hongrois

⁵² Ibid. (cité par Sebestyén).

*n'aient formé les syndicats par la base et leur aient remis le droit de grève... Nous savons quels conseils ouvriers deviendront organes dirigeants de l'économie du pays, et c'est exactement ce que nous voulons qu'ils soient. Nous ne voulons pas commettre la même erreur que celle commise dans le passé par le Parti, à savoir qu'il était à la fois maître du pays et des usines, et la seule organisation représentant les intérêts des ouvriers. Si nous commettons cette erreur, nous en serons toujours au même point. Nous voulons que les conseils ouvriers dirigent les affaires économiques du pays et que les syndicats aient le droit de se mettre en grève et de diriger toutes les affaires relatives à la protection des intérêts ouvriers. »*⁵³

Bali et les autres membres du Conseil Central Ouvrier virent trois sortes d'organisation ouvrière. D'abord, les conseils, dirigeant la vie économique du pays, puis le syndicat, défendant et représentant les intérêts ouvriers, et finalement, les partis politiques, socialistes. Pour eux, il n'y eut pas de problème, car toutes ces organisations n'aient une place bien justifiée dans la société et dans la vie des ouvriers. Bali expliqua (voir le paragraphe souligné) la raison profonde pour laquelle lui et ses camarades voulurent ainsi distribuer le pouvoir. Ils ne voulaient pas répéter, sous un autre nom, les néfastes expériences d'une concentration extrême du pouvoir entre les mains d'un seul organisme, le parti communiste. Que la forme concrète de la distribution ou décentralisation du pouvoir, proposée par Bali et les autres, soit bonne ou mauvaise, réalisable ou irréalisable, c'est une autre question. Mais il est hors de doute que l'idée profonde qui fut derrière cette proposition, est justifiée par les expériences des démocraties populaires. Nous la trouvons comme bonne et seule idée capable de promouvoir le mouvement ouvrier socialiste dans une juste direction.

Bien que cette conception ait été soulevée par Bali, il reconnut que, « pour le moment », les conseils étaient les seules organisations de la classe ouvrière. Il dit : « Nous sommes contraints de concentrer toutes ces forces (forces politiques et syndicales des ouvriers — NdA) en un seul endroit », en l'occurrence les conseils. Il comprit que les conseils jouaient aussi le rôle d'un parti politique. Théoriquement, il ne voulut pas instaurer le pouvoir des conseils. Pourtant, en pratique, il reconnut la nécessité de leur rôle politique. Pourquoi alors n'envisagea-t-il pas la conquête du pouvoir et l'établissement d'un système conforme à ses idées ?

Parce qu'il y avait, en outre, des considérations politiques.

Nous avons parlé plus haut de la position internationale délicate de la Hongrie que l'intervention soviétique marqua, d'une manière beaucoup trop évidente. L'Union Soviétique prit une position arbitraire et installa Kádár au pouvoir. Par conséquent, toute tentative visant à conquérir ce pouvoir aurait dû affronter l'Union Soviétique. L'assaut du pouvoir de Kádár aurait signifié une contre-attaque soviétique. Réfléchissons donc. Une telle politique aurait entraîné la continuation de la résistance armée et son développement contre l'armée soviétique.

⁵³ Cité par F. Bondy. *Épilogue, Lasky. Op. cit.*, p. 301. Souligné par l'auteur.

Bien entendu, quelques intellectuels proposèrent des négociations directes avec les Russes en supposant que l'Union Soviétique, se rendant compte de la situation intenable du gouvernement Kádár, accorderait peut-être certaines concessions au Conseil Central Ouvrier et lui assurerait même un certain pouvoir.

Mais le Conseil réalisa, premièrement, qu'un bouleversement du gouvernement entraînerait fatalement une lutte armée, impossible après le 4 novembre, deuxièmement, que le gouvernement Kádár, installé par les Soviétiques, resterait sur place malgré n'importe quel contact entre le Conseil et l'Union Soviétique. Ce qui signifiait que le Conseil Central en prenant contact avec les Soviétiques, devait traiter avec Kádár. Il ne lui resta donc qu'une possibilité, celle d'arracher un compromis. Ce qui équivaut à une politique d'opposition.

Nous devons dire, encore une fois, qu'émettre un jugement concernant cette politique ou celle proposée par les intellectuels est impossible sans connaître l'histoire globale des conseils. Nous constatons seulement que ces considérations politiques, outre la position théorique, déterminèrent l'attitude oppositionnelle du Conseil Central Ouvrier.

Finalement, nous devons rappeler au lecteur le principe politique fondamental des ouvriers qui, lui aussi, empêcha le Conseil Central de suivre une politique visant la conquête du pouvoir. Il s'agit de ce démocratisme toujours présent qui ne permit pas aux ouvriers de représenter les paysans et les intellectuels, sans un mandat. Développer la représentativité et le système des alliances du Conseil Central ouvrier jusqu'à un point où il serait capable de parler et d'agir au nom du peuple entier, c'est une chose et, plus tard, le Conseil le fit. Mais avoir cette représentativité dès sa naissance en est une autre. L'histoire entière du Conseil Central Ouvrier sera seule capable de fournir une réponse satisfaisante à tous ces problèmes soulevés déjà lors de sa formation.

Décisions politiques du Conseil Central Ouvrier

Les membres du Conseil ne connaissaient pas les événements futurs mais ils durent prendre position vis-à-vis de ces problèmes. L'échec de la première négociation avec Kádár et le développement rapide du mouvement les mirent devant ce choix fondamental. Bali expliqua déjà sa position qui fut adoptée par tous les délégués.

Il exprima donc l'opinion des autres et ce fait mérite d'être retenu. D'après les membres du Conseil, le refus du gouvernement nécessitait une politique de compromis de la part des ouvriers car il était impensable de voir le gouvernement céder sur le point par exemple, exigeant un gouvernement Nagy. Par contre, ce compromis devrait se réaliser, dirent les membres du Conseil, sur une base acceptable, ce qui obligea le Conseil à manifester sa force.

Le Conseil Central Ouvrier décida alors qu'il reprendrait la négociation avec Kádár et lui proposerait la reprise du travail pour le 19 novembre à condition que Kádár garantisse une négociation avec les Russes visant le retrait de leurs troupes et l'intégration d'Imre Nagy au gouvernement.

Au cours de la discussion, plusieurs membres du Conseil attirèrent l'attention sur le caractère absolument impopulaire de la reprise du travail. Elle leur paraissait une dure

épreuve pour le Conseil par rapport aux ouvriers aigris, mais ils eurent confiance. Cela leur semblait être la meilleure politique, car si les ouvriers acceptaient la reprise du travail, ils suivraient, dans l'avenir, tout nouvel appel de grève lancé par le Conseil Central.

Il y eut un débat concernant le siège du Conseil Central Ouvrier. L'usine « Egyesült Izzó » étant trop éloignée de la ville et des autres quartiers ouvriers, le Conseil décida de transmettre son siège en ville. Jozsef Babai proposa le bâtiment de son entreprise, la Compagnie des Tramways dans la rue Akácfa (Acacia). Sa proposition fut acceptée.

Ces décisions, publiées le lendemain, furent connues comme celles du 16 novembre. Et ainsi, le Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest devint l'organe définitif de la classe ouvrière de Budapest.

CONSIDÉRATIONS FINALES

C'est volontairement que nous avons choisi ce sous-titre. Le lecteur a dû remarquer que nous nous abstenions de formuler des jugements arrêtés et définitifs concernant tel ou tel problème important. Et cela parce que nous jugions nécessaire de connaître et de résumer l'histoire entière des conseils en Hongrie pour en tirer les conclusions valables. L'histoire de la formation du Conseil Central ne nous donne pas la possibilité de formuler de telles conclusions. Il serait prématuré de projeter nos opinions qui, en ce cas, ne découleraient pas des faits exposés.

Par contre, la connaissance de la formation du Conseil Central Ouvrier nous permet d'en dégager certaines considérations, elles, valables et définitives.

Tout d'abord, de considérer la révolution hongroise comme un événement scindé en deux grandes phases importantes. La première commença le 23 octobre 1956 et dura jusqu'au 4 novembre. L'intervention soviétique ne marqua pas pour autant sa fin mais, cependant, une deuxième phase commença le 4 novembre. Son grand événement fut la formation central Ouvrier et l'histoire de cette phase est, en grande partie, celle de ce Conseil. Nous disons en grande partie, car il y eut d'autres mouvements et d'autres événements qu'il nous est impossible de relater dans le cadre de cette étude relativement courte.

La deuxième considération qui ressort de ces pages comme une conclusion est que le gouvernement Kádár était un pouvoir contre-révolutionnaire installé par une armée étrangère ayant un seul but écraser les forces révolutionnaires et liquider les conquêtes de la révolution. Il est clair que ces forces révolutionnaires et, en premier lieu, les conseils ouvriers représentaient le peuple, tandis que le gouvernement renforçait un pouvoir centraliste, bureaucratique et anti-démocratique.

Finalement, en ce qui concerne le Conseil Central Ouvrier, nous pouvons constater que la classe ouvrière fut capable de le former en très peu de temps. Cependant, sa formation ne fut pas automatique, ce fut tout un processus qui dura du 12 au 15 novembre, depuis les premiers rassemblements plus vastes jusqu'à l'arrêt de sa ligne politique.

Ce processus a été déterminé par les expériences, progressivement acquises, des ouvriers, donc sans aucune idée préconçue. Cela veut dire que le Conseil Central Ouvrier était un produit naturel du mouvement ouvrier révolutionnaire dans une démocratie populaire contre le système communiste.

En affirmant que le Conseil était un produit des ouvriers, n'oublions pas que l'assistance des intellectuels socialistes était, dans une certaine mesure, inévitable et en même temps nécessaire pour sa formation.

Nous avons vu que les ouvriers de Budapest étaient capables, dans les circonstances plus que défavorables, de dresser leur organe contre les réactionnaires de gauche et leur soutien. Comment pouvaient-ils mener cette lutte ? Quelles expériences avaient-ils obtenues ? Une histoire complète du Conseil Central Ouvrier et des conseils en général devra donner la réponse.